

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1  
MARS 2005  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**Un potentiel à exploiter: le sport peut  
contribuer au développement, à la paix  
et à l'éducation**

**La Mongolie entre steppes et villes – l'essor  
d'un peuple de nomades**

**Engagement de l'économie privée  
en faveur du développement durable:  
trompe-l'œil ou signe des temps?**

## DOSSIER



### SPORT ET DÉVELOPPEMENT

#### Ballons et raquettes au service du développement

La Suisse commence d'intégrer le potentiel du sport, encore peu exploité, dans ses programmes de coopération

6

#### Thérapie sportive pour les enfants de Bam

Après le séisme de 2003, sport et jeux aident les jeunes à supporter la précarité de la vie quotidienne

12

#### «Le club, c'est ma famille»

Elizabeth Ambogo, une orpheline kenyane, a trouvé soutien et solidarité dans le football

14

#### «Plus personne ne me cherche des crosses»

Grâce au football, le jeune Mexicain César Villaluz découvre un monde nouveau

15

### L'aide passe par les grands titres de la presse

Dans le cas des «conflits oubliés», les secours d'urgence ne suffisent pas, il s'agit aussi d'alerter l'opinion publique

24

## FORUM



### Les pauvres sont des consommateurs en puissance

L'économie privée peut et doit contribuer de façon substantielle au développement durable

26

### Derrière les clichés, une Afrique où il fait bon vivre

L'écrivaine sénégalaise Ken Bugul parle du potentiel de l'Afrique

29

## HORIZONS



### MONGOLIE

#### Le peuple des steppes veut rattraper le temps perdu

Pacifiquement, mais pas sans problèmes, les Mongols repartent à la conquête du monde

16

#### Des chemins escarpés vers la justice sociale

Sanjaasuren Oyun rêve d'une Mongolie sans pauvreté et sans corruption

20

## DDC

#### «Avez-vous apporté un ballon de football?»

Le directeur de la DDC Walter Fust évoque tout ce que le sport peut apporter aux pays en développement

21

#### Une variété de maïs plébiscitée par les paysans

Un projet de recherche développe des variétés de maïs résistantes à la sécheresse et mieux adaptées aux besoins des petits paysans

22

## CULTURE



### De petites piqûres qui stimulent le développement

Les aspects culturels doivent être davantage intégrés dans les programmes de coopération

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que l'aide budgétaire?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Sport et culture, moteurs du développement

L'ONU a proclamé 2005 «Année internationale du sport et de l'éducation physique». L'activité sportive occupe une place centrale dans la vie de nombreuses personnes aux quatre coins du monde. Les habitants des pays industrialisés souffrent souvent des répercussions négatives d'une société individualiste. Isolement et stress en sont les principales manifestations. Personnellement, je sais tout le bien que me font une partie de football hebdomadaire avec mon fils de huit ans ou un parcours de jogging dans la forêt en compagnie de ma femme. Le sport et le jeu sont l'expression de besoins vitaux. Ils correspondent à des fonctions essentielles dans toutes les cultures.

Dans la coopération au développement et les projets humanitaires, le sport ouvre une multitude de perspectives insoupçonnées. C'est souvent grâce à des manifestations sportives que les contacts se rétablissent après un conflit armé ou une période de gel diplomatique. Le sport offre à d'anciens enfants-soldats la possibilité de réapprendre les règles fondamentales de la vie en société. Il donne aux filles et aux femmes l'occasion d'améliorer leur confiance en elles et leur place dans la société. À travers plusieurs exemples, notre dossier (pages 6 à 15) montre de quelle manière le sport peut contribuer au développement tant individuel que social.

Pour Ken Bugul, la façon de traiter l'information est très directement une affaire de culture. Cette écrivaine sénégalaise, qui vit au Bénin, tient la rubrique «Carte blanche» d'*Un seul monde* durant toute l'année 2005. Dans son premier texte (page 29), on

constate qu'elle ne s'embarrasse pas de circonlocutions. S'adressant au monde dit développé, voilà ce qu'elle écrit à propos de l'Afrique: «Il y a une telle méconnaissance ou un tel mépris de cette grande diversité des cultures et des croyances que tous les efforts de développement, de démocratie, de paix, sont souvent vains ou alors ils ont un impact limité.»

En une seule phrase, Ken Bugul résume ainsi ce qui pousse la DDC à soutenir la culture (voir page 30) et à l'utiliser en tant que levier du développement. Ces efforts visent d'une part les pays en développement, où la preuve est faite que des activités culturelles favorisent le développement socioéconomique, que le pluralisme et le dialogue interculturel constituent l'une des meilleures garanties de développement pacifique. Ils portent d'autre part sur la Suisse, où nous faisons mieux connaître l'art et les cultures du Sud et de l'Est, afin qu'un large public comprenne mieux nos pays partenaires.

Le travail d'information et de sensibilisation fait partie intégrante de la culture. Et la culture en a absolument besoin pour s'épanouir. Telle est la conviction qui conduit nos pas.

*Harry Sivec*  
*Chef médias et communication DDC*

*(De l'allemand)*

# PÉRISCOPE



Paul Weinberg / Panos / Sotras

## Chômeurs exterminateurs

(jls) Des plantes envahissantes d'origine étrangère occupent 8% du territoire sud-africain. Ce sont pour la plupart des pins, des acacias et des eucalyptus qui ont été importés durant la colonisation. Munis de racines profondes, ils consomment énormément d'eau, menaçant la nappe phréatique de régions frappées de sécheresse chronique. Ils pourraient également faire disparaître certaines espèces indigènes. C'est le cas dans la région du Cap, qui abrite un royaume floral unique au monde, constitué de quelque 1800 espèces végétales autochtones. Une trentaine de plantes sont déjà en voie de disparition dans ce parc floral qui vient d'être classé au patrimoine mondial de l'Unesco. En 1995, le gouvernement sud-africain a lancé le programme Working for Water (travailler pour l'eau), afin de supprimer un à un les arbres gênants par différents moyens. La lutte biologique, qui consiste à introduire des prédateurs naturels, n'est pas suffisante. Il faut aussi scier des arbres et appliquer de l'herbicide sur les souches. Pour effectuer ces travaux, le programme embauche et forme chaque année des milliers de chômeurs. Il cible la population la plus désavantagée socialement, c'est-à-dire les femmes noires

vivant en milieu rural. Au total, plus de 20000 emplois ont été créés. Les «travailleurs de l'eau» apprennent les méthodes utilisées pour repousser l'envahisseur. Ils peuvent aussi suivre des cours de gestion, ce qui leur permet ensuite de diriger une équipe.

## Douceurs à injecter

(bf) Pour rester actifs, les vaccins doivent être conservés au frais. À lui seul, le maintien de la chaîne du froid coûte aux pays pauvres environ 300 millions de dollars par an. Malgré les efforts consentis, la moitié des vaccins dans les pays en développement doivent être jetés, car ils ont été exposés à des températures trop élevées. Des chercheurs anglais pensent avoir découvert le moyen de conserver les vaccins sans réfrigération pendant plusieurs années. Leur solution consiste à enrober les composants d'une couche de sucre qui les rend résistants à la chaleur (jusqu'à 60°). Cette gangue est une combinaison de sucre naturel, comme le raffinose, et d'acides aminés du type glutamine. Après l'injection de ces microbilles, dont le diamètre ne dépasse pas quelques centièmes de millimètres, l'enveloppe sucrée se dissout et libère les composants actifs. Selon les chercheurs, le seul fait d'éviter que les vaccins ne se dégradent per-

mettra de vacciner 10 millions d'enfants de plus par an.

## Le marché des mobiles explose

(bf) Les Africains communiquent volontiers et souvent. Naguère, ils dépensaient une bonne partie de leurs maigres revenus pour rendre visite à leurs proches. Désormais, cet argent est de plus en plus souvent consacré à l'achat d'un téléphone mobile. Et c'est sur le continent noir que ce marché croît le plus rapidement. Le nombre d'abonnés à un réseau cellulaire a été multiplié par 60 au cours des dix dernières années. Fin 2003, ils étaient 52 millions, soit près de deux fois le nombre des abonnés au réseau fixe. Avec une croissance annuelle moyenne de 65% ces cinq dernières années, le marché de la téléphonie mobile croît deux fois plus vite en Afrique que dans le reste du monde, qui affiche une moyenne de 33%. La croissance est de 38% en Asie, 35% en Europe, 24% en Amérique du Nord et du Sud. Depuis l'an 2000, les ventes réalisées en Afrique par les fabricants de mobiles se sont élevées à environ 7 milliards de francs. Dans le même temps, les gouvernements ont encaissé 5 milliards de francs pour les licences accordées aux opérateurs.



Ren Gling / Still Pictures



Dessin de Martial Lektor

## Terrain de jeu



Shazad Noorani / Still Pictures

### Manger ou fumer

(bf) Le tabagisme est l'un des principaux obstacles à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Une étude de l'ONU a montré qu'il existe d'étroites corrélations entre l'usage de tabac, la pauvreté, la maladie et la faim. Ses auteurs demandent dès lors que les contrôles sur le tabac soient considérés comme une étape importante vers la réalisation des OMD formulés en l'an 2000. Dans les pays en développement, en effet, certaines familles pauvres consacrent

jusqu'à 10% de leur budget à l'achat de tabac. On estime par exemple qu'au Bangladesh, plus de 10 millions de personnes actuellement sous-alimentées pourraient se nourrir correctement si l'argent qu'elles dépensent en tabac était utilisé pour acheter des denrées alimentaires.

### Exode des infirmières swazies

(bf) Le système de santé du Swaziland est sérieusement menacé par l'émigration du personnel soignant. Chaque année, une centaine d'infirmières terminent leur formation, tandis que 100 à 150 autres partent à l'étranger. L'exode est dû principalement aux conditions de travail, aux bas salaires et au sous-équipement des établissements hospitaliers. Malgré le taux très élevé de sida, il y a encore des hôpitaux où l'on ne trouve pas de gants en

caoutchouc. Selon les estimations du ministère de la santé, la contamination par le sida réduit chaque année de 10% cette catégorie professionnelle, qui compte actuellement environ 3000 membres. En raison des effectifs insuffisants, les infirmières swazies font d'innombrables heures sup-

plémentaires et sont constamment surchargées. De plus, les salaires sont versés de manière irrégulière. Certains dispensaires ruraux ont même dû fermer à cause de la pénurie d'infirmières.



Giacomo Prozzi / Panos / Straltes

# Ballons et raquettes au serv

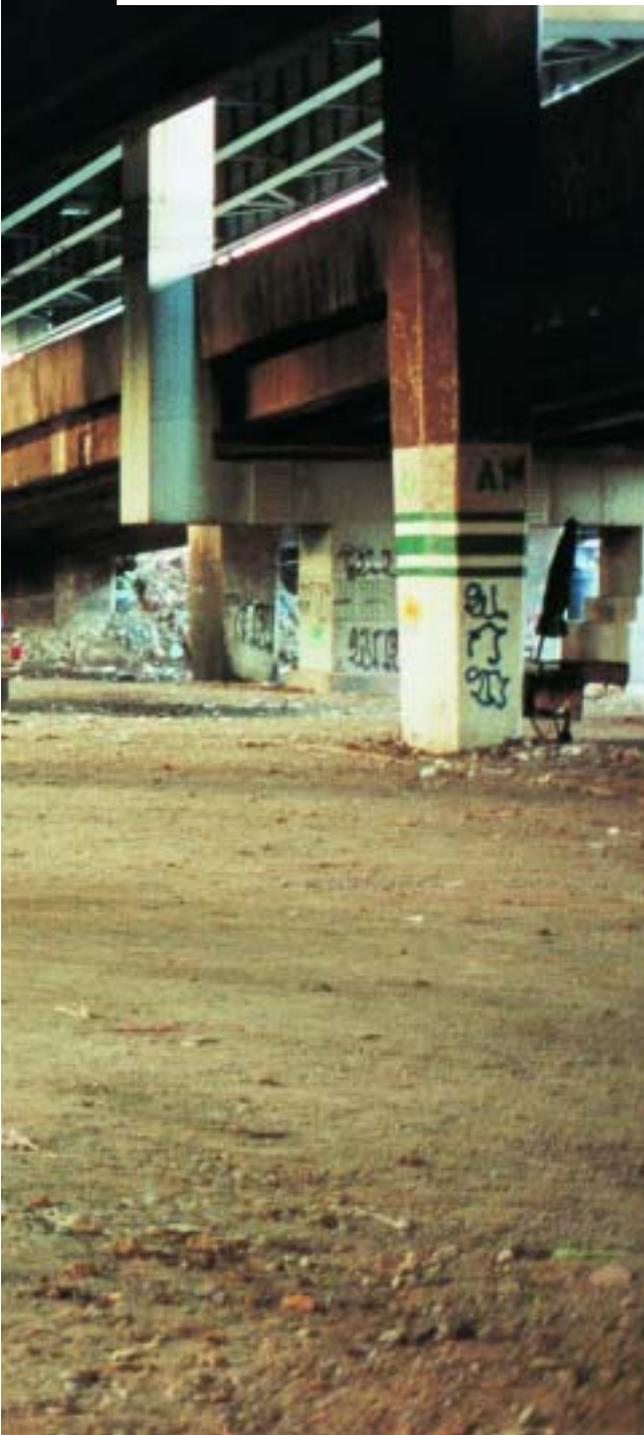


DOSSIER

Thaïlande

# ice du développement

En plus de ses bienfaits sur la santé, le sport peut contribuer au développement, à l'éducation et à la paix. Son vaste potentiel, encore insuffisamment exploité, sera au cœur de l'Année internationale du sport, en 2005. Tout en soutenant activement les efforts de l'ONU, la Suisse commence d'intégrer cet outil dans ses programmes de coopération. De Jane-Lise Schneeberger.



Jan Tin / Agence VU

Près de 1900 enfants birmans vivent dans le camp de réfugiés de Ban Don Yang, en Thaïlande. Seuls ou accompagnés de leurs parents, ils sont arrivés dans cet abri surpeuplé après une fuite parfois chaotique. Ils ont connu la peur, la violence, l'incertitude. Avec l'appui de la DDC, l'organisation non gouvernementale (ONG) Right to Play propose des activités sportives et récréatives pour aider les enfants à surmonter ces expériences traumatisantes. Garçons et filles pratiquent régulièrement le football, le basket, le volley-ball et le takraw, un sport traditionnel thaïlandais. Des volontaires expatriés forment des entraîneurs locaux, qui assureront la pérennité du projet lorsque l'ONG se retirera après trois ans.

Dans une vingtaine d'autres pays, Right to Play réalise des projets comme celui-ci, qui visent à améliorer le bien-être physique et psychique d'enfants défavorisés, tout en renforçant leur communauté. Présidée par le Norvégien Johann Olav Koss, quadruple champion olympique de patinage de vitesse, cette ONG basée au Canada entend promouvoir le développement par le biais du sport. Un domaine prometteur dont la coopération internationale est en train de découvrir l'immense potentiel.

## Facteur d'intégration

C'est un fait établi depuis longtemps : le sport a des effets positifs sur la santé, tant physique que psychique, et sur le développement de la personnalité. Il enseigne des valeurs fondamentales, telles que l'esprit d'équipe, le respect de l'adversaire, la discipline, la solidarité ou la confiance en soi. À travers le sport, les enfants acquièrent des qualités que tout citoyen doit avoir dans une démocratie. Dans les années 90, on a commencé d'exploiter l'impact du sport sur le développement social. Ce langage universel réunit les individus au-delà des clivages ethniques ou culturels. Différentes initiatives ont montré qu'il peut faciliter l'intégration de groupes marginalisés. Ainsi, le championnat du monde de football des sans-abri, organisé en Europe depuis 2003, a modifié l'image de cette

## Athlètes généreux

Certains sportifs d'élite apportent une contribution personnelle au développement en reversant une partie de leurs gains à des œuvres charitables, généralement dans leur pays d'origine. Parmi eux, l'ancien roi du 10000 mètres Haile Gebrselassie finance notamment la construction d'écoles en Éthiopie. Le Kenyan Kipchoge Keino, champion de demi-fond, a créé une école et un foyer pour les orphelins et les enfants abandonnés. Dikembe Mutombo, star du basket américain, n'a pas oublié sa terre natale : il s'efforce d'améliorer la santé et l'éducation des petits Congolais. Maria Mutola, championne du 800 mètres, offre à de jeunes sportifs mozambicains la possibilité de se former à l'étranger et de participer à des compétitions internationales. De son côté, le Bâlois Roger Federer, numéro un du tennis mondial, a créé une fondation qui aide des jeunes dans un township de Port Elizabeth, en Afrique du Sud.



Cuba

### Programme spécial

De nombreuses activités sont organisées en Suisse à l'occasion de l'Année internationale du sport et de l'éducation physique. Elles sont placées sous l'égide de l'Office fédéral du sport. La DDC y participe activement, en mettant l'accent sur la contribution du sport au développement et à la paix. En outre, elle réalise un programme spécial. Celui-ci doit notamment sensibiliser les acteurs nationaux et internationaux, stimuler leur mise en réseau et encourager la formation de partenariats. Une brochure sera consacrée aux expériences réalisées jusqu'ici dans le cadre de projets pilotes. En collaboration avec l'Office fédéral du sport et Adolf Ogi, elle organise du 4 au 6 décembre à Macolin la deuxième conférence internationale sur le sport et le développement.

catégorie sociale dans l'opinion publique. Au Sud et à l'Est, la participation à des activités sportives peut ouvrir aux femmes un espace public et renforcer leur position dans la société. Au lendemain d'un conflit, le sport permet aux enfants-soldats de se réadapter à la vie civile, il atténue les tensions qui subsistent entre deux communautés et aide à surmonter les traumatismes. Dans les camps de réfugiés où il a été introduit, la vie s'est nettement améliorée.

D'autre part, le sport offre un cadre à des actions de sensibilisation. C'est souvent le seul moyen pour atteindre certains groupes vulnérables, par exemple les enfants de la rue. Au Honduras, 5000 jeunes participent actuellement à un programme qui combine la pratique du football avec des activités éducatives visant à les protéger contre le sida, le travail des enfants et l'exploitation sexuelle.

### Réconciliés par le cricket

Il arrive que le sport parvienne à rétablir le dialogue entre des adversaires apparemment irrécyclables. Plus de trente ans après la « diplomatie du ping pong » qui avait réchauffé les relations sino-américaines, c'est le cricket qui a rapproché au printemps 2004 deux autres nations rivales : l'équipe indienne s'est rendue en tournée au Pakistan pour la première fois depuis quinze ans. Ce potentiel de réconciliation est exploité par de nombreux projets de développement. Dans les Balkans et le

Caucase, les « écoles ouvertes de football », créées par une ONG danoise, regroupent des enfants et des entraîneurs appartenant à différents groupes ethniques et religieux. Selon le même principe, plus de 600 enfants palestiniens et israéliens se retrouvent une fois par semaine pour jouer au football et participer à des programmes axés sur la paix.

En tous les cas, les activités sportives doivent être soigneusement pilotées et se dérouler dans un cadre structuré. Car le sport peut aussi déclencher des émotions négatives qui risquent d'accentuer les antagonismes ou les sentiments nationalistes. Les Pays-Bas élaborent actuellement un manuel international sur le développement par le sport. Ce guide présentera les meilleures pratiques, les critères à respecter et les erreurs à ne pas commettre.

### Prévention à la mi-temps

Le pouvoir mobilisateur du sport offre un vecteur idéal de communication. Au niveau local, des messages sur la prévention du sida touchent un large public s'ils sont présentés, sous forme de vidéos ou de spectacles, durant la mi-temps d'un match de football. Depuis peu, les compétitions mondiales servent également de support à des causes sociales ou humanitaires. En partenariat avec l'Unicef, la Fédération internationale de football association (FIFA) a mené une campagne pour les droits de

l'enfant durant la Coupe du monde de football 2002, un événement suivi par plus d'un milliard de téléspectateurs. Sa confédération européenne, l'UEFA, s'est alliée au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour dédier l'Euro 2004 à la protection des enfants durant les guerres.

À titre individuel, les sportifs d'élite exercent une grande influence sur la société, en particulier sur les jeunes. Mettant à profit cette popularité, les agences onusiennes font de plus en plus appel à eux pour devenir « ambassadeurs de bonne volonté », aux côtés d'autres célébrités. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est par exemple assuré le concours des footballeurs Ronaldo et Zinédine Zidane pour sa campagne mondiale contre la pauvreté.

### Brèche dans un mur de réticence

Par le passé, le sport n'était proposé par la coopération que de manière ponctuelle et informelle. Son utilisation systématique à des fins de développement est un phénomène relativement récent. « Pendant longtemps, les milieux de la coopération n'ont pas pris le sport au sérieux. Ils y voyaient un simple plaisir, une activité divertissante et improductive, donc peu compatible avec l'image traditionnelle de l'aide. Il nous faut aujourd'hui abattre cette barrière et faire reconnaître le sport comme un outil de développement », explique

Rolf Schwery, directeur de l'Académie suisse du développement (SAD).

Une première brèche est ouverte en l'an 2000 par le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan. L'ONU collabore déjà avec les milieux politiques, économiques, scientifiques et religieux, constate-t-il, mais le sport est le « chaînon manquant » parmi les acteurs appelés à construire un monde meilleur.

Kofi Annan propose alors à Adolf Ogi de devenir son « conseiller spécial pour le sport au service du développement et de la paix ». Dès sa nomination en février 2001, l'ancien conseiller fédéral s'emploie à renforcer les liens entre le monde du sport, l'ONU et les gouvernements. Il suscite la formation de partenariats et le lancement de nouveaux projets de développement par le sport. Très vite, la Suisse s'engage à ses côtés, en commençant par financer les activités de son bureau à Genève.

À l'initiative d'Adolf Ogi, la DDC et l'Office fédéral du sport organisent en février 2003 à Macolin la première conférence internationale sur le sport et le développement, qui réunit près de 400 participants. « Macolin a enclenché une dynamique internationale », se souvient Urs Scheidegger, responsable du programme Sport à la DDC. « De retour dans leurs institutions ou leurs gouvernements, les participants ont mis en pratique les idées qui s'étaient dégagées durant les débats. » De

### Liens utiles

[www.sportanddev.org](http://www.sportanddev.org)

Plate-forme internationale sur le sport et le développement

[www.un.org/sport2005](http://www.un.org/sport2005)

Office des Nations Unies pour l'Année internationale du sport

[www.un.org/themes/sport](http://www.un.org/themes/sport)

Site d'Adolf Ogi, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU pour le sport au service du développement et de la paix

[www.ddc.admin.ch/sport](http://www.ddc.admin.ch/sport)

Pages de la DDC sur le sport

[www.sport2005.ch](http://www.sport2005.ch)

Site du Comité suisse pour l'Année internationale du sport

### La Croix-Rouge du sport

Sous le nom de « Ballons Rouges », un réseau s'est constitué l'an dernier dans le but d'offrir des activités sportives et récréatives aux victimes de conflits ou de catastrophes naturelles en Europe. Lancé par le Conseil de l'Europe, il vise en particulier les jeunes vivant dans une situation de crise ou d'après-crise. Le sport constitue un soutien psychologique qui doit les aider à gérer les traumatismes. Il peut aussi contribuer à recréer un mode de vie structuré et à rétablir la confiance entre les différents groupes. Ballons Rouges est financé sur une base volontaire par les États membres du Conseil de l'Europe et d'autres donateurs. La Suisse a été le premier pays à verser une contribution sur le compte ouvert à cet effet en mai 2004. Ballons Rouges a commencé ses activités en juillet : il est intervenu en Azerbaïdjan, dans un camp destiné à des personnes déplacées de la région du Caucase.



Irak



Jörg Böhling / agenda  
Tatkov / laif

Inde

Éthiopie

### Campagne éducative

La Fondation Éducation et Développement, la Communauté de travail des œuvres d'entraide et la DDC lancent conjointement une campagne éducative intitulée « Sport – enjeu global ». Une série de posters, un dépliant, un DVD et un site Internet ont été créés sur le thème « sport et développement ». La série de posters, qui s'adresse à des jeunes de 12 à 16 ans, traite dans une perspective globale divers aspects tels que l'intégration et l'exclusion, ou les droits de l'homme. Le dépliant de huit pages fait découvrir à des enfants de 10 à 12 ans d'autres réalités quotidiennes, à travers les jeux et les portraits de jeunes de leur âge dans différents pays. D'autre part, le service « Films pour un seul monde » diffuse un DVD contenant quatre films destinés aux élèves de plus de dix ans. Le site Internet de la campagne ([www.sport2005education.ch](http://www.sport2005education.ch)) offre des informations complémentaires, du matériel de travail, des liens utiles et des adresses.

**Renseignements :**  
[www.globaleducation.ch](http://www.globaleducation.ch)  
 ou auprès de la Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 81

son côté, la DDC a décidé d'allouer un crédit à ses futures activités dans ce domaine.

### Retour à Macolin

Ce crédit finance notamment un programme pilote de trois ans. Une dizaine de projets en font partie, dont celui de Ban Don Yang et une initiative en faveur des enfants de Bam (voir page 12). La Suisse appuie également la « plate-forme internationale sur le sport et le développement », dont la création a été décidée au lendemain de Macolin dans le but de faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les acteurs. Ce portail Internet est géré par la SAD (voir « liens utiles » page 9). Le 17 novembre 2003 marque une nouvelle étape dans le marathon d'Adolf Ogi : l'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution qui proclame 2005 « Année internationale du sport et de l'éducation physique ». Ce texte invite les gouvernements, l'ONU, les agences de développement et les associations sportives à exploiter les ressources du sport pour promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix.

L'Année internationale a été lancée officiellement le 5 novembre 2004 à New York par Kofi Annan, Adolf Ogi et d'autres personnalités, dont le champion de tennis suisse Roger Federer. Plusieurs conférences thématiques internationales sont prévues en 2005. La dernière, consacrée au développement, se réunira en décembre à Macolin. « Sur la base des expériences réalisées jusqu'ici, cette rencontre montrera ce que le sport apporte concrètement au développement et comment il doit être utilisé pour produire des résultats tangibles », prévoit Urs Scheidegger.

### Systématiser et coordonner

Depuis que le débat a pris une ampleur internationale, on a vu augmenter rapidement le nombre de projets consacrés au développement par le sport. Il en existe déjà au moins 150 à travers le monde.

Certains projets se contentent d'améliorer l'accès de tous au sport, en fournissant le matériel et le personnel d'encadrement. D'autres intègrent une dimension éducative. Ailleurs, le sport sert de vecteur à des messages concernant la santé, la paix ou l'environnement.

Pour Michael Kleiner, chef du bureau de l'ONU pour l'Année internationale du sport, il s'agit maintenant de structurer ce domaine : « Jusqu'ici, chaque organisation travaillait pour son compte. Nous devons adopter une stratégie cohérente, renforcer la coordination, rendre les projets plus systématiques et évaluer leur impact. » L'année 2005 vise trois publics cibles, précise M. Kleiner : des appels seront lancés aux gouvernements pour qu'ils prennent le sport plus au sérieux et le considèrent comme un outil de développement ; les agences onusiennes seront encouragées à l'intégrer systématiquement dans leurs programmes ; enfin, le monde du sport sera invité à s'engager davantage en faveur de thèmes sociaux.

### Le sport développe le sport

Certaines fédérations sportives internationales réalisent depuis plusieurs décennies des programmes visant à promouvoir leur propre discipline au niveau mondial. « En soi, ces programmes internes ont déjà un impact sur le développement économique et social. Mais les fédérations peuvent apporter une contribution plus directe au développement en s'associant aux agences onusiennes », souligne David Winiger, collaborateur personnel d'Adolf Ogi.

La FIFA, par exemple, consacre 140 millions de francs par an, soit un quart de son budget, à des activités de développement. En plus d'un soutien financier versé annuellement à ses associations et confédérations, elle organise des cours pour les arbitres, entraîneurs, managers, etc. Son programme « Goal » aide les associations économiquement faibles à se doter de terrains de football, de gazon ar-



Chine

tificiel ou à construire des bâtiments administratifs. «Les infrastructures sont indispensables pour que le football puisse déployer tout son potentiel dans la lutte contre les grands problèmes sociaux», souligne Urs Zanitti, chef du département Développement. Parallèlement, la FIFA a noué des liens avec plusieurs agences onusiennes, des ONG et des gouvernements, afin de réaliser des projets concernant la santé, la promotion de la paix, les

jeunes et les handicapés. Ces dernières années, d'autres partenariats se sont formés entre le monde du sport et celui du développement. Le mouvement devrait s'accélérer en 2005. Et la Suisse est bien placée pour favoriser de tels rapprochements, elle qui abrite le siège mondial de 32 fédérations sportives internationales. ■

Bangladesh



# Thérapie sportive pour les enfants de Bam



Mélanie / barf 12

## Recherche axée sur la pratique

Créée en 1991, l'Académie suisse du développement (SAD) est une fondation d'utilité publique dont le siège est à Bienne. Ses recherches portent principalement sur les changements sociaux et la diversité culturelle. La SAD propose des solutions concrètes pour la gestion de ces phénomènes, en recourant à deux instruments: le dialogue interculturel et le sport. Elle associe la recherche appliquée à des expériences sur le terrain. Ses travaux sont financés notamment par des administrations publiques, des fondations et des entreprises. Ainsi, le projet de Bam est soutenu par cinq donateurs: la DDC ainsi que les firmes Holcim et Sika fournissent une aide financière, Adidas a offert des chaussures et des vêtements de sport, tandis que DHL a pris en charge les frais de transport du matériel vers l'Iran.

**Depuis le séisme du 26 décembre 2003, la population de Bam vit dans une situation très précaire. Un projet suisse mise sur le sport et le jeu pour améliorer le bien-être physique et psychique de trois groupes d'enfants. Ces activités doivent aider les jeunes à surmonter leur traumatisme et à affronter les problèmes sociaux engendrés par la catastrophe.**

(jls) Au lendemain du séisme, qui a fait plus de 30 000 morts, il ne restait pratiquement rien de la cité historique de Bam, dans le sud-est de l'Iran. La reconstruction prendra deux à trois ans, selon les autorités. En attendant, les 70 000 survivants logent dans des tentes ou des maisons préfabriquées. Les seize campements provisoires installés aux alentours de la ville sont surpeuplés et les équipements sanitaires limités au strict minimum. Au sein de cette communauté endeuillée, totalement démunie et privée de toute perspective, de graves problèmes sociaux sont apparus. La consommation d'opium et d'héroïne est montée en flèche. La toxicomanie touche de plus en plus de jeunes dans une région traversée par les filières qui acheminent la drogue afghane vers l'Europe.

L'alcool fait lui aussi des ravages et la violence domestique s'est aggravée.

Les tensions sociales menacent particulièrement les enfants, d'autant plus vulnérables qu'ils ont vécu une situation très traumatisante. La plupart d'entre eux ont vu leurs maisons s'effondrer, ils ont perdu des parents ou des amis. Bam compte aujourd'hui environ 6500 orphelins. Cependant, peu d'enfants ont bénéficié d'un accompagnement psychologique après ce choc qui peut avoir des répercussions à long terme sur leur état psychique.

## Séparation des sexes

Lancé en octobre dernier avec l'appui financier de la DDC, un projet pilote vise à répondre par le

bias du sport aux besoins physiques et émotionnels de ces jeunes. Il est réalisé par l'Académie suisse du développement (SAD), qui se charge également de l'accompagnement scientifique. Sur place, la mise en œuvre est assurée par la fondation tchèque People in Need, expérimentée dans l'accompagnement psychosocial d'enfants traumatisés.

Des activités sportives et récréatives sont proposées à trois groupes de jeunes vivant aux alentours de Bam. Elles incluent environ 150 participants, âgés de 6 à 18 ans, et se déroulent en trois lieux différents : dans deux campements temporaires, des entrepôts ont pu être réaménagés en salles de sport, tandis qu'à Baravat, ville proche de Bam, les enfants se réunissent dans un stade désaffecté. Chacun de ces emplacements se situe à proximité d'une école ou d'un jardin d'enfants, de sorte que le sport peut être intégré dans les programmes scolaires. Les enfants peuvent choisir entre le football, le volley-ball, le badminton, le tennis de table et quelques sports locaux.

Un des buts du projet est d'amener un maximum de fillettes et d'adolescentes à pratiquer le sport. « Idéalement, il faudrait qu'elles soient aussi nombreuses que les garçons dans les groupes. Hélas, cela ne va pas de soi en Iran, où le sport féminin est considéré avec beaucoup de réticence et de méfiance », constate Rolf Schwery, directeur de la SAD. Les programmes respectent les normes islamiques en vigueur. Ainsi, les groupes sont mixtes jusqu'à l'âge de 10 ans, mais au-delà, les deux sexes sont séparés. Même en pratiquant le sport, les filles doivent porter un foulard et des vêtements amples.

### Coaches à l'écoute

Diverses études ont démontré les effets bénéfiques du sport dans des situations de crise. « Nous avons choisi de vérifier ce potentiel dans le contexte spécifique d'un pays islamique très conservateur, où il est difficile de promouvoir le sport », explique M. Schwery.

Le succès du projet dépend en grande partie des entraîneurs, trois hommes et trois femmes de nationalité iranienne. On attend d'eux un travail qui dépasse largement l'enseignement des techniques sportives. Ils devront établir une véritable communication avec les enfants, les écouter et s'entretenir avec eux de leurs problèmes. Les coaches seront des interlocuteurs privilégiés pour les jeunes sportifs. Ils aborderont des thèmes comme la consommation de drogue ou les violences subies dans le cadre familial.



L'importance accordée à ces échanges a guidé le recrutement des entraîneurs. Comme il était très difficile de trouver des personnes ayant suivi un double cursus, sportif et psychologique, on a accordé la préférence à celles qui avaient une expérience du travail psychologique ou social avec des enfants. Elles se sont ensuite familiarisées rapidement avec la dimension sportive de leur mission. De Bienne, la SAD suit attentivement le déroulement du projet, sur la base des rapports réguliers fournis par les coaches. Ces données lui permettront de mesurer concrètement l'impact du sport sur la santé des enfants et sur la communauté. Rolf Schwery se dit curieux de voir ce que les jeunes auront retenu de cette expérience : « Peut-être serons-nous amenés à constater que, sur certains points, le sport n'est pas en mesure d'apporter des changements positifs. Mais dans l'ensemble, je suis persuadé que nos attentes seront confirmées. » ■

### Pas de short à la télévision

Depuis la Révolution islamique de 1979, le sport féminin est soumis à un cadre strict en Iran. La séparation des sexes étant obligatoire dès l'âge de 12 ans dans les lieux publics, les Iraniennes pratiquent le sport entre elles et dans des lieux fermés. La télévision nationale ne retransmet jamais les matches féminins de football, de basket-ball ou de tennis, car des femmes en shorts ne peuvent pas être exposées au regard des hommes. Les athlètes iraniennes n'ont pas le droit de participer à des compétitions internationales dans ces disciplines. Par contre, elles sont présentes dans des disciplines où elles portent une tenue jugée convenable. C'est le cas du karaté, du tir, du ski, de l'aviron ou du canoë-kayak.

# « Le club, c'est ma famille »

« Grâce au football, nous apprenons le respect, la solidarité et la discipline », affirme Elizabeth Ambogo. Cette jeune Kenyane joue dans une équipe féminine à Mathare, un des plus grands bidonvilles de Nairobi. Orpheline, elle vit dans une cabane de tôle avec sa sœur et trois cousines. De Peter Baumgartner\*.



Thomas Omondi

Elizabeth Ambogo vérifie une dernière fois que ses protège-tibias sont bien en place et ses chaussures correctement lacées. Arrière gauche dans une équipe féminine, elle est déjà toute à son prochain match : « Nous jouons pour la MYSA, nous allons gagner », déclare-t-elle pleine d'assurance en s'élançant sur le terrain. La MYSA, c'est l'Association sportive pour les jeunes de Mathare : 17 000 membres, dont 15 000 joueurs et joueuses de football âgés de 8 à 25 ans, répartis en 1 400 équipes dont plus de 200 sont composées de filles. L'association est sise à Mathare, cet immense bidonville connu pour le spectacle déprimant qu'offrent ses milliers de baraques en tôle et en torchis agglutinées les unes aux autres.

« Toutes mes amies jouent au football, nous parlons de presque tout et faisons nos devoirs ensemble », explique Elizabeth, qui joue au sein de l'association depuis 1997. Cette année, elle achève l'école primaire. « Grâce à la MYSA, j'ai trouvé un sponsor pour l'école secondaire. Cette association, c'est un peu ma famille. »

Fondée en 1987 par le Canadien Bob Munro, la MYSA est certainement le meilleur projet qui ait jamais été lancé en Afrique en faveur de la jeunesse. Les équipes ne doivent pas leur progression unique-

ment au nombre de buts qu'elles marquent. Selon un système de points, elles doivent également fournir un travail social en faveur de la communauté pour accéder à une ligue supérieure. Ainsi, les joueurs réalisent des activités en faveur d'adolescents abandonnés ; ils se relaient pour enlever les ordures qui s'entassent dans les étroites ruelles du quartier, traversées par des rigoles d'une eau douteuse ; ils apportent de la nourriture à des enfants emprisonnés. Seuls quelques fonctionnaires reçoivent un modeste salaire ; le reste du travail, comme les cours pour entraîneurs et arbitres, est bénévole. L'année dernière, c'est une jeune fille de 16 ans qui a présidé l'organe suprême de l'association.

« À la MYSA, nous nous serrons les coudes », déclare Elizabeth. Ayant perdu son père et sa mère, elle vit avec sa sœur et trois cousines dans une baraque de trois mètres sur quatre. Cet assemblage précaire de plaques de tôle s'accroche à la pente qui descend vers Nairobi-River. « Grâce au football, nous apprenons le respect, la solidarité et la discipline. » ■

\* Peter Baumgartner a longtemps été correspondant du « Tages-Anzeiger » en Afrique. Il vit à Nairobi.

(De l'allemand)

## « Plus personne ne me cherche des crosses »

Les journées de César Villaluz sont bien remplies. Ce jeune habitant de Mexico va à l'école le matin, il s'entraîne au football l'après-midi, et le soir, il doit souvent terminer des devoirs. Cependant, il ne voudrait pas renoncer au sport, qui lui fait découvrir un monde entièrement nouveau. De Martin Jordan\*.

César Villaluz, âgé de 16 ans, prend le métro et le bus pour se rendre au terrain d'entraînement. Il lui faut une heure et demie pour aller de son domicile jusqu'aux superbes installations du club Cruz Azul, une des plus anciennes associations sportives du Mexique. Le retour prend en général plus de temps, car la circulation est nettement plus dense en fin de journée dans cette métropole de 20 millions d'habitants.

À l'école, César a accumulé quelque retard par rapport aux autres élèves. Son père, Porfirio Villaluz, doit sans cesse adresser des billets aux professeurs pour justifier ses absences. Ces derniers temps, César a manqué les cours à de nombreuses reprises, car il occupe désormais des fonctions dirigeantes dans l'équipe nationale des moins de 17 ans. Et les invitations aux camps d'entraînement arrivent toujours au dernier moment.

César a encore deux années d'école devant lui. Après, il compte tout miser sur le football. « Mon rêve, c'est d'accéder d'ici trois ans au maximum à la ligue professionnelle mexicaine, d'entrer dans l'équipe nationale et de jouer comme professionnel à l'étranger », déclare l'adolescent. Le football lui offre la possibilité de quitter un milieu difficile et de découvrir un monde entièrement nouveau. Pour avoir grandi dans le quartier mal famé de Colonia Guerrero, au centre de Mexico, César connaît les dangers de la rue. Il sait que certains de ses anciens camarades de classe sont aujourd'hui des toxicomanes ou des criminels. À l'école primaire, il a parfois dû se battre pour se faire respecter. « Aujourd'hui,



Martin Jordan (2)

plus personne ne me cherche des crosses. Tous veulent être mes amis, car ma réputation est bien meilleure qu'avant », remarque-t-il.

César était un garçon timide lorsqu'il s'est inscrit chez les juniors de Cruz Azul. Depuis, il a gagné en assurance et joue un rôle de leader dans l'équipe. D'après ses entraîneurs, il est pourvu d'un grand talent et parviendra à faire sa place chez les professionnels. Seul bémol : avec une taille de 1,68 mètre, César est relativement petit. Mais cela ne l'inquiète guère : « Maradona n'était pas très grand non plus. » Le célèbre joueur argentin mesurait précisément 1,68 mètre. ■

\* Martin Jordan est correspondant de la « Basler Zeitung » et de la radio suisse alémanique DRS. Il vit à Mexico.

(De l'allemand)





HORIZONS

# Le peuple des steppes veut rattraper le temps perdu



**Les Mongols ont fondé jadis un vaste empire. Mais c'est seulement en 1990 que le peuple des steppes a pu secouer le joug étranger et sortir d'un long isolement pour repartir à la conquête du monde. Sans intentions belliqueuses cette fois, mais pas sans problèmes. De Beatrice Müller\*.**

Dans son cybercafé, le jeune Mongol hausse les épaules. «Margaasch», se console-t-il. Ça ira mieux demain. Dehors, la brume est descendue sur Oulan Bator. C'est l'heure de pointe, avec ses habituelles files de voitures et son concert de klaxons. Les passants respirent avec peine l'air saturé de poussière de charbon. La capitale mongole déborde de partout. Elle ne peut plus absorber l'afflux de personnes, de véhicules et de technologie.

Le progrès est arrivé trop vite, submergeant le pays en quelques années. Les infrastructures n'ont pas résisté. Elles se sont effondrées sous l'effet de la grave crise économique qui a suivi le démantèlement de l'Union soviétique. Jusqu'alors, les Russes fournissaient à la Mongolie quantités de spécialistes, de machines, de pièces de rechange et de prêts sans intérêts. Soudain, le flot s'est tari.

La plupart des immeubles de la capitale sont raccordés à un réseau délabré de chauffage à distance, alimenté par des usines à charbon. Ces dernières années, les grands magasins ont poussé comme des champignons. Dans leurs vitrines sécurisées, des appareils électroniques ultra-modernes suscitent de nouvelles convoitises, mais ils restent inaccessibles pour la majorité de la population. En revanche, les hôpitaux et leurs salles d'opération manquent cruellement d'équipements. Les bâtiments datant de l'ère socialiste devraient être assainis d'urgence, de même que le système de santé. Les petits hôpitaux régionaux sont dans un état pitoyable. Les soins de santé sont devenus trop chers pour bon nombre d'habitants. Les seuls progrès sont à mettre sur le compte de l'aide internationale.

### Le savoir en guise de dot

Ganaa, notre interprète, nous aide dans une démarche administrative. On demande souvent un peu plus aux étrangers, «qui ont de toute façon assez d'argent». Les salaires étant bas, chacun essaie d'améliorer quelque peu son quotidien, même s'il faut transgresser la loi.

La plupart des Mongols ont des familles nombreuses et les soucis grandissent avec les enfants. Pour faire face, tout le monde s'entraide, du bas de l'échelle jusqu'au bureau politique. Le salaire moyen équivaut à 150 francs par mois. Le seuil de pauvreté a été fixé à un franc par jour et par personne. Environ 36 pour cent des gens ne l'atteignent pas et vivent dans



une misère profonde. Le taux officiel de chômage est de 3,6 pour cent. Mais au moins un quart des personnes en âge de travailler, dont beaucoup de jeunes, sont sans emploi. Les programmes d'aide de l'État sont quasiment inexistantes.

Si les Mongols ont vite appris à utiliser les nouvelles technologies, ils manquent encore d'efficacité, de réseaux, de traitement ciblé des données et de collaboration interdisciplinaire. Tout le monde veut s'y mettre, partout, comme si la volonté de rattrapage était omniprésente. La crainte de ne pas partager le festin du bien-être pourrait bien inoculer le virus du «chacun pour soi» à ce peuple chaleureux et hospitalier.

Ganaa enseigne l'allemand dans une école supérieure. Comme d'autres jeunes Mongols, elle a pu étudier en Occident grâce à une bourse. La soif de connaissance est immense dans tous les domaines et il faudra des années pour l'assouvir. Trois quarts de la population ont moins de 35 ans. Beaucoup de nomades n'ont pas les moyens d'acheter des livres et du matériel scolaires, ni de louer un logement au village ou de payer les taxes d'études. Souvent, ils n'autorisent que les filles à poursuivre leur éducation au-delà de l'école primaire. Le savoir leur servira de dot quand elles se marieront. Les garçons, eux, restent auprès du cheptel, sans formation.



Beatrice Müller



Paul Egger / DDC

## L'objet de tous les jours

### L'ovoos, résidence des esprits

Que ce soit au sommet des collines, près des lacs, des sources, des rivières ou aux carrefours, il y a des ovoos partout. Ces monticules sacrés sont les signes visibles d'une profonde vénération de la nature. Nombre de Mongols, même citadins, exécutent d'innombrables actes – souvent de petits gestes – pour invoquer les esprits. Les nomades, qui se sont toujours considérés comme une petite partie d'un grand tout, vénèrent surtout le « Ciel éternellement bleu ». À leurs yeux, tout ce qui pousse ou vit possède une âme. Même les pierres, l'eau, les arbres et l'herbe sont habités par des esprits, auxquels il faut s'adresser avant d'utiliser l'élément en question. On doit faire trois fois le tour des ovoos dans le sens des aiguilles d'une montre, avec l'esprit bien intentionné. À chaque tour, on ajoute un caillou, ou peut-être un billet de banque, un morceau de séré, une banderole porte-bonheur bleu ciel, quelques gouttes de vodka, de lait, voire un crâne de cheval. Ceux qui repartent guéris y abandonnent leurs béquilles. Aujourd'hui, rares sont les automobilistes qui s'arrêtent encore en passant près d'un ovoos. Mais ils donnent trois coups de klaxon.

À terme, c'est une solution à haut risque dans cette société clanique basée sur le patriarcat. Privés de ressources – troupeau ou travail – de nombreux hommes sombrent dans l'alcoolisme.

### La yourte, idéalisée par l'Occident

Les Mongols ont la tête pleine de rêves : ateliers modernes, protection de l'environnement, cultures maraîchères améliorées. Les bonnes idées foisonnent et certaines sont déjà en voie de réalisation. Grâce au processus de privatisation du sol, nombre de familles disposent pour la première fois de leur propre lopin de terre. C'est très souvent l'argent qui décide de son affectation, mais le travail, la persévérance et un minimum de réalisme entrent aussi en ligne de compte.

De plus en plus d'instituts et de particuliers recherchent directement l'appui d'investisseurs étrangers ou des organisations non gouvernementales sises dans le pays. Malgré l'aide financière internationale, les caisses de l'État sont vides et la dette extérieure élevée. Le Japon, l'Allemagne, les États-Unis et la Chine comptent parmi les principaux donateurs. Hélas, les initiatives couronnées de succès sont souvent entravées par des envieux qui ont des « relations » bien placées.

On mise beaucoup sur le tourisme, quoiqu'il soit à l'origine d'une singulière contradiction : le visiteur occidental – rassasié, stressé et muni de ses dollars – rêve de purifier son âme dans les étendues vierges de la steppe. Il idéalise le mode de vie des nomades, alors que les Mongols ne cherchent qu'à fuir leur yourte. Eux rêvent de bien-être occidental et se détachent de leurs racines à une vitesse vertigineuse. Pour se rendre dans l'arrière-pays, il faut parcourir en 4x4 de longues pistes cahoteuses à travers les steppes, ou alors prendre un coûteux vol intérieur. Ici, le développement est à la traîne, car le progrès reste cantonné à la capitale. Les agglomérations, petites et isolées, sont mal approvisionnées. La vie y est

marquée par le chômage, la pauvreté, la résignation, parfois aussi la colère contre une politique centralisatrice et contre le fait d'en dépendre.

### Troupeaux décimés

Un tiers des Mongols sont encore nomades et vivent selon un rythme séculaire, en parfaite harmonie avec les troupeaux et la nature. Les pâturages étant maigres et les étés courts, ils ne peuvent pratiquer que l'élevage itinérant. De 1999 à 2002, l'enchaînement de trois hivers extrêmement rigoureux et de dramatiques sécheresses estivales a décimé des millions de têtes de bétail, brisant bien des existences. Des familles entières ont renoncé à leur indépendance originelle pour s'établir à l'orée de la ville, dans l'espoir illusoire d'y trouver de l'aide.

Une fois là, elles sont pour ainsi dire condamnées à la pauvreté. Les quartiers de yourtes et de cabanes en bois se tuméfient sur les flancs des collines. Il n'y a pas de canalisations et il faut acheter l'eau en bidons à la fontaine. Les déchets finissent dans les ruisseaux. Au besoin, on les brûle, mais c'est un sacrilège. On ne doit pas étouffer les esprits du feu avec des immondices. Le vent transporte vers la steppe les éternels sacs de plastique jaune. Quant aux déchets des nomades que la nature ne peut plus absorber – alors qu'elle l'a toujours fait par le passé – la pluie les emporte vers la Tula, la rivière de la capitale.

La modernité qui a déferlé sur la Mongolie laisse déjà des traces destructrices dans l'écosystème de la steppe. Les dirigeants actuels devront s'allier, comme Gengis Khan autrefois avec ses vassaux, et renoncer à leurs petits privilèges. Ainsi seulement, ils pourront offrir un avenir plein d'espoir à ce pays riche d'histoire et de culture. ■

*\* Beatrice Müller est journaliste et photographe indépendante. Elle se rend régulièrement en Mongolie.*

*(De l'Allemand)*

# La Suisse et la Mongolie

## Pâturages, semences et formation

(bf) À la fin des années 90, la Mongolie a été frappée par une succession d'hivers très rigoureux et d'étés extrêmement secs qui ont décimé une grande partie du cheptel. C'est à la suite de ces événements, en 1999, que la Suisse a entrepris sa coopération avec la Mongolie, en lui fournissant une aide humanitaire. Depuis 2003, la DDC conduit un programme spécial dont l'objectif principal est de lutter contre la pauvreté qui touche environ 40% de la population. Pour 2005, ce programme dispose d'un budget total de 3,5 millions de francs et ses priorités sont les suivantes :

### Gestion des ressources environnementales :

Les pâturages sont l'élément clé de l'agriculture mongole. Cependant, la surexploitation épuise les herbages, anéantissant les bases de l'existence des éleveurs. Le programme « Green Gold » vient en aide aux plus nécessiteux d'entre eux. Il favorise le renouvellement et la gestion durable des pâturages, ainsi que l'accroissement de la productivité, en tenant compte de facteurs sociaux, économiques et

écologiques. Un autre projet vise à améliorer la production de semences de légumes, en particulier de pommes de terre.

**Formation :** Il s'agit avant tout d'améliorer l'accès à une formation professionnelle pratique dans les régions rurales défavorisées et à la périphérie de la capitale.

**Culture et développement :** Après la création d'un centre culturel dédié à l'échange d'informations et à la promotion de la culture locale, le programme soutient des événements culturels.

**Aide humanitaire :** Entre 1999 et 2003, l'aide humanitaire a permis de secourir les familles des éleveurs dans le besoin (voir ci-dessus), car la perte de leurs troupeaux les avait privées de tout moyen de subsistance. Le programme met désormais l'accent sur la préparation et la gestion des catastrophes, ainsi que sur un appui aux institutions sociales.

## Repères historiques

**1206** Gengis Khan unifie les tribus mongoles. Ce conquérant et ses successeurs vont fonder un empire qui s'étend de l'Asie de l'Est à l'Europe.

**1388** Les Chinois détruisent Karakorum.

**1634** Les Mandchous annexent une partie de la Mongolie intérieure.

**1691** La Mongolie extérieure se soumet à la dynastie chinoise des Qing.

**1911** La Mongolie se sépare de la Chine, mais celle-ci l'occupe à nouveau. Période de troubles.

**1921** Arrivée de l'Armée rouge, en réponse à un appel à l'aide.

**1924** Création de la République populaire de Mongolie. Le Parti populaire révolutionnaire mongol (PPRM) devient parti unique. La Constitution se réfère au marxisme-léninisme.

**1932** Soulèvement contre la collectivisation de l'agriculture. Intervention des troupes soviétiques.

**1936-1938** Des purges staliniennes massives sont exécutées sur l'ordre du dictateur Tchoibalsan.

**1946** Un traité d'amitié et d'assistance est conclu pour 20 ans avec l'Union soviétique.

**1950** Établissement des relations diplomatiques avec la RDA.

**1961/1962** La Mongolie devient membre de l'ONU et du Comecon.

**1964** Établissement de relations diplomatiques avec la Suisse.

**1989** Retrait des troupes russes. Manifestations contre le gouvernement.

**1990** Naissance des premiers partis démocratiques. Le PPRM sort vainqueur des premières élections libres. Passage à l'économie de marché, ouverture du pays.

**1992** Une Constitution démocratique est promulguée. Le PPRM remporte les premières élections parlementaires organisées selon la nouvelle Constitution.

**1993** P. Otchirbat, un candidat du PPRM favorable aux réformes, remporte la première élection présidentielle au suffrage universel.

**1996** Victoire électorale de l'Union des partis démocratiques.

**1997** Membre du PPRM, N. Bagabandi, est porté à la présidence par un raz-de-marée électoral.

**2001** Réélection de N. Bagabandi.

**Juin 2004** Protestations et recours contre le résultat des élections législatives. Une vaste coalition forme le gouvernement. N. Enkhbayar, du PPRM, devient président du Parlement, tandis que T. Elbegdorj, membre de la coalition, est nommé Premier ministre.

## Faits et chiffres

**Nom**  
Mongolie

**Capitale**  
Oulan Bator (le héros rouge)  
(1 million d'habitants)

**Population**  
2,5 millions d'habitants

**Langues**  
Mongol (langue nationale),  
turc et russe

**Unité monétaire**  
Tugrik

**Superficie**  
1,56 million km<sup>2</sup>. Avec 1,5 habitant par km<sup>2</sup>, la densité de population est l'une des plus faibles du monde.

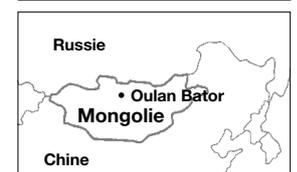
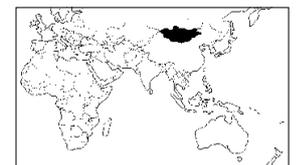
**Climat**  
Altitude moyenne : 1580 mètres. Climat continental aux contrastes extrêmes : étés courts et chauds (+30° et plus), hivers très froids (-40°, voire plus bas) ; la température moyenne annuelle est inférieure à 0° ; beaucoup de vent.

**Groupes ethniques**  
Mongols khalkhas : 80%  
Kazakhs : 7%  
Minorités : Bouriates, Darigangas, Dervöts, Bayads, Touvas, Zaccins, Ôlôts, Torgouts

**Religions**  
Bouddhistes tibétains : env. 50%  
Sans religion : env. 40%  
Minorités : chamanistes, chrétiens, musulmans

**Matières premières**  
Cuivre, charbon, or, minéral de fer, argent, zinc, autres minerais rares

**Produits d'exportation**  
Concentré de cuivre, or, textiles, cachemire, laine de chameau et de mouton, cuir



## Des chemins escarpés vers la justice sociale



**Sanjaasuren Oyun**, docteure en géologie, est députée de l'opposition au Parlement mongol depuis 1998. Elle a fondé le parti du Courage civique en 2000. Brillamment réélue lors des élections parlementaires de 2004, elle a été nommée vice-présidente du Parlement. À côté de ses activités au sein du parti, cette femme de 41 ans conduit notamment une initiative contre la corruption et préside l'association des géologues mongols.

«Oyun, s'il te plaît, prends ton frère à Londres auprès de toi! Il est en danger ici.» La voix de ma mère vibrait d'angoisse. Son coup de fil a anéanti la joie profonde que j'avais ressentie en cette journée de l'automne 1998. Je venais en effet de réaliser l'un de mes rêves: gravir les monts du Tien Shan, au Kirghizistan. J'aimais ma patrie, la Mongolie, mais mon sang nomade m'attirait dans le vaste monde. La vie me comblait. J'occupais un excellent poste de géologue dans une compagnie bien connue à Londres et m'adonnais à mon hobby préféré, l'alpinisme.

«Que se passe-t-il donc en Mongolie? Mon frère a-t-il pris un trop grand risque?» Je me suis mise en route, bien décidée à le protéger. Les images du passé me revenaient en mémoire. Ma famille avait pris une part active aux bouleversements démocratiques de 1990 qui ont fait de la Mongolie un État libre et indépendant. Membre fondateur du Mouvement démocratique, mon frère Zorig menait une lutte intrépide pour instaurer une société équitable. Lors des élections législatives de 1996, c'est lui qui avait conduit à la victoire la coalition des partis démocratiques et son accession au poste de premier ministre ne semblait être qu'une question de temps.

Connu pour son courage (telle est d'ailleurs la signification du mot *zorig* en mongol), mon frère prenait inlassablement la défense des pauvres et des démunis. Il ne se gênait pas non plus pour dénoncer la corruption et appeler les responsables à adopter un comportement éthique.

Je suis arrivée trop tard.

Zorig, qui avait consacré toute son énergie à la lutte pour une Mongolie démocratique et juste, a été assassiné au début d'octobre 1998. Un abîme sans fond s'est ouvert devant moi. Se pouvait-il que ce meurtre anéantisse également tout espoir de voir naître une Mongolie sociale, un État qui vienne en aide aux plus pauvres et aux plus faibles de ses habitants?

Je suis née dans une famille bourgeoise. Mon père enseignait dans une haute école et ma mère était médecin. Étant la cadette de trois enfants et la seule fille, j'avais l'habitude d'épauler mes parents et de prendre des responsabilités à la maison.

Oui, j'aimais relever des défis et gravir des sommets élevés. Mais là, je me trouvais face à une montagne qui me semblait insurmontable. Devrais-je abandonner mon métier et mes rêves pour marcher dans les traces de mon frère? Parviendrais-je à parcourir le chemin escarpé qui mène au Parlement mongol, afin d'y défendre la justice sociale? Après mûre réflexion, je me suis portée candidate au Parlement et j'ai obtenu le siège laissé vacant par la disparition de mon frère. Avec courage, ténacité, professionnalisme et charme, je me suis mise au service de la cause qu'il avait choisie.

Comment ne pas réagir en voyant que le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser? J'ai été profondément choquée d'apprendre qu'au milieu des années 90, près de 40 pour cent de la population mongole vivait au-dessous du seuil de pauvreté, alors que le pays ne connaissait pas la pauvreté encore quelques années auparavant. Certes, l'aide versée par l'Union soviétique jusqu'en 1990 s'était tarie, mais l'aide au développement fournie par d'autres États avait largement pris le relais. Hélas, cet argent ne servait pas toujours à assurer le bien-être du peuple, mais plutôt à augmenter la richesse des dirigeants. La corruption et l'arbitraire ont rapidement gagné du terrain, sans qu'un contrôle puisse être effectué par l'opinion publique.

Avec ceux qui partagent mon opinion, j'ai décidé d'escalader le sommet que mon frère voulait conquérir. Je rêve d'une Mongolie sans pauvreté ni corruption; un pays dirigé par des politiciens empreints de hautes valeurs morales et éthiques; un État de droit pluraliste, où la multiplicité des opinions est perçue comme une richesse et où le respect mutuel donne le jour à des visions d'un monde pacifique. ■

(Du mongol)





## «Avez-vous apporté un ballon de football?»

Voilà la question que me posent souvent les enfants que je rencontre dans nos pays partenaires au Sud et à l'Est. Même s'ils sont pauvres et vivent dans des conditions sociales difficiles, les enfants et les jeunes du monde entier ont au moins une chose en commun : le plaisir de jouer et de bouger.

Le sport n'est pas un luxe pour une société, bien au contraire. Encourager le sport, c'est investir dans le présent et dans l'avenir. Cela vaut en particulier pour les pays en développement. D'une part, il est largement prouvé que le sport exerce une influence favorable sur la santé physique et mentale des individus. D'autre part, il n'existe pas d'autre moyen aussi agréable et ludique pour transmettre aux jeunes des compétences sociales fondamentales. Travailler en équipe, respecter l'adversaire, savoir gérer la victoire comme la défaite, observer certaines règles : ces valeurs dépassent largement le cadre du sport, elles constituent la base d'une coexistence pacifique dans toute société.

Il n'y a rien de tel que le sport pour unir les êtres humains par-delà tous les clivages. En 1994 au Rwanda, lorsque les armes se sont enfin tues après des années de guerre civile, c'est le sport qui a offert un cadre aux premiers contacts, encore hésitants, entre les anciens belligérants. Ceux-ci se sont retrouvés lors de matchs de football ou de volleyball. La chose ne tient pas du hasard. Le sport est en effet un langage universel que tout le monde comprend. Il peut jeter des ponts même là où d'autres moyens ont échoué, permettant par exemple de surmonter des barrières culturelles ou de mieux intégrer des minorités et des groupes marginaux.

Pour exploiter ce potentiel positif à l'échelle planétaire, l'ONU a proclamé 2005 «Année interna-

tionale du sport et de l'éducation physique». Cette décision doit beaucoup aux efforts de l'ancien conseiller fédéral Adolf Ogi, aujourd'hui conseiller spécial du secrétaire général des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix. L'objectif est d'utiliser le sport pour promouvoir la paix, le développement, l'éducation et la santé, et de le mettre au service de tous, tant au Nord qu'au Sud et à l'Est, dans les sociétés industrialisées comme dans les pays en développement.

La réussite du projet repose sur deux conditions : premièrement, il faut que tous les acteurs en présence – organisations internationales, gouvernements, associations sportives, économie privée, milieux scientifiques et médias – prennent conscience des immenses possibilités du sport en tant que moteur du développement. Deuxièmement, ces acteurs doivent collaborer au sein de partenariats *multi-stakeholders*.

Si chacun place ses meilleurs atouts dans cet effort commun, nous formerons une équipe imbattable au service du développement et de la paix. L'Année internationale du sport et de l'éducation physique nous offre l'occasion idéale d'y parvenir. ■

Walter Fust  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

# Une variété de maïs plébiscitée



Jorgen Schytte / Still Pictures

## Banque génétique

Le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), basé à Mexico, vise à améliorer la sécurité alimentaire, à augmenter la productivité des petits agriculteurs et à protéger les ressources naturelles. Il produit chaque année plusieurs centaines de variétés qui résistent aux insectes, aux maladies, à la sécheresse ou aux sols peu fertiles. Cet institut international de recherche agricole est représenté dans 19 pays. Son action se concentre sur les régions où le maïs et le blé, ensemble ou séparément, sont des éléments essentiels au bien-être de la population et sont susceptibles de réduire la pauvreté. Depuis trois décennies, le CIMMYT récolte et conserve des milliers de variétés indigènes provenant du monde entier, qu'il stocke dans une banque génétique. Ces semences ne sont assujetties à aucun droit de propriété intellectuelle.

**Les variations climatiques et les sols appauvris compromettent gravement la sécurité alimentaire en Afrique australe. Cofinancé par la DDC, un projet de recherche développe des variétés de maïs résistantes à la sécheresse et mieux adaptées aux besoins des petits paysans. Ces semences ont un rendement nettement plus élevé que les variétés traditionnelles.**

(Jls) En Afrique australe, le maïs n'est pas jaune, mais blanc. Pilé et réduit en farine, on le fait cuire dans de l'eau pour obtenir une sorte de polenta, nommée *nsima* au Malawi et en Zambie, *ugali* en Tanzanie ou encore *sadza* au Zimbabwe. En bouillie ou grillé, le maïs constitue la base de l'alimentation dans tous les pays de la région. Mais les cultures sont régulièrement détruites soit par la sécheresse soit par des pluies diluviennes. Même lorsque la nature se montre plus clémente, l'ampleur des récoltes reste aléatoire, car les sols sont peu fertiles et les petits agriculteurs, extrêmement pauvres, ne peuvent se procurer des pesticides ou des engrais.

Pour conjurer la faim, il fallait trouver un moyen d'augmenter le rendement des champs de maïs sans recourir à des semences onéreuses ou à des fertilisants. C'est l'objectif que se sont fixé des chercheurs du Centre international d'améliora-

tion du maïs et du blé (CIMMYT). « Nous nous concentrons sur le maïs car c'est une culture vitale. Une récolte insuffisante entraîne aussi une baisse des revenus pour les familles paysannes. Dès lors, celles-ci n'ont plus les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école ou d'acheter des médicaments », explique la Suisseuse Marianne Bänziger, qui coordonne le projet de recherche basé à Harare (Zimbabwe).

Depuis 1996, l'équipe de cette ingénieure agronome développe des variétés de maïs qui résistent à la sécheresse, à certaines maladies et aux carences du sol en matières nutritives. Les nouveaux cultivars ne contiennent pas d'organisme génétiquement modifié. Ils sont issus de croisements entre différentes variétés contenues dans la banque génétique du CIMMYT. Leur rendement est nettement plus élevé que celui des variétés traditionnellement cultivées par les petits agriculteurs.

# par les paysans

## Le choix de l'indépendance

Chaque année, les chercheurs, répartis dans toute la région, produisent entre 30 et 40 variétés améliorées, dont les performances sont ensuite vérifiées sur le terrain avec la participation des paysans. Des essais sont réalisés dans dix pays, selon une méthode appelée « tests mère-bébé ». Au centre d'un village, douze variétés, anciennes et nouvelles, sont cultivées selon des indications fournies par les chercheurs. Des paysans du village reçoivent chacun quatre variétés de ce « test mère », qu'ils vont planter dans leur champ et cultiver selon leurs pratiques habituelles. Peu avant la récolte, tous les villageois se réunissent. Ils écoutent les commentaires des paysans qui ont mené un « test bébé » et comparé différentes espèces. Sur cette base, la communauté choisit celle qu'elle souhaite semer l'année suivante.

La majorité des villages consultés portent leur choix sur des variétés à pollinisation ouverte (VPO), car celles-ci ont un avantage de taille sur leurs concurrentes hybrides : les semences de VPO peuvent être conservées et ressemées d'une année à l'autre, sans que leur performance diminue. En revanche, les semences hybrides fournissent un rendement élevé la première année, mais ce niveau chute nettement l'année suivante si le cultivateur réutilise les graines de sa récolte. Pour maintenir un bon rendement, il est donc obligé de racheter de nouvelles semences chaque année.

Les paysans ont donné leur préférence aux VPO parce qu'ils ne savent jamais de quoi l'avenir sera fait. Sur le plan climatique, économique et politique, tout change si vite dans la région que peu d'agriculteurs sont certains de pouvoir acheter des semences dans un an. « La pauvreté et l'insécurité parlent en faveur des VPO, alors que le secteur privé ne propose généralement que des hybrides. Heureusement, le succès des VPO a poussé les en-

treprises semencières à modifier leur offre », se réjouit Marianne Bänziger. Associées au projet, de petites sociétés se sont en effet lancées dans la multiplication et la distribution des VPO découvertes par les chercheurs, afin de répondre à la demande des agriculteurs.



Peter Barker / Panor / Stratis

## Un réseau pour arriver aux paysans

Les sociétés productrices de semences ne sont pas les seuls partenaires du CIMMYT dans ce projet. Pour mener à bien leurs opérations d'évaluation et de sélection, actuellement en cours dans plus de 150 villages, les chercheurs collaborent avec 75 partenaires institutionnels : les instituts nationaux de recherche agricole dans tous les pays de la région, des organisations non gouvernementales, des services de vulgarisation agricole, etc. « Seuls, nous n'avions aucune chance de toucher une population de 150 millions de personnes. C'est pourquoi nous avons fait appel à tous ceux qui partagent nos objectifs. Grâce à ce réseau régional, notre technologie parvient véritablement jusqu'aux paysans », relève Marianne Bänziger. La quantité de semences produites devrait être suffisante pour qu'un million de familles paysannes disposent des nouvelles variétés pour la saison prochaine. ■

## La saison de la faim

Le projet de recherche mené par le CIMMYT a déjà débouché sur la commercialisation de sept variétés de maïs à pollinisation ouverte (VPO), qui sont particulièrement bien adaptées aux besoins des petits paysans. Les plus couramment utilisées s'appellent ZM521 et ZM421. Malgré la sécheresse et des sols ingrats, elles donnent un rendement supérieur aux espèces traditionnelles, sans nécessiter plus d'irrigation ou un apport supplémentaire de fertilisants. La ZM421 présente en outre l'avantage d'arriver à maturation plus tôt que les autres, une caractéristique qui a pour effet de raccourcir la « saison de la faim ». C'est ainsi que l'on désigne la période durant laquelle les familles rurales doivent réduire leurs rations alimentaires car elles ont épuisé leurs réserves et n'ont pas encore engrangé la prochaine récolte.



David Reed / Panor / Stratis

# L'aide passe par les grands titres de la presse

Le nord de l'Ouganda est depuis des années le théâtre d'une guerre dont le reste du monde n'avait guère entendu parler jusqu'à récemment. Pour se donner les moyens d'améliorer le sort de la population, les organismes humanitaires à l'œuvre dans la région ont décidé d'alerter l'opinion publique.



Holland. Hoogte / Iaf

## Enfants volés

Joseph Kony, le chef des rebelles qui terrorisent depuis des années le nord de l'Ouganda, est persuadé d'être une réincarnation de la Vierge Marie. À la tête de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), il s'est donné pour objectif de renverser le président Yoweri Museveni. Cette guerre se fonde sur une ancienne rivalité entre le nord et le sud du pays. La LRA a parfois été soutenue par le gouvernement soudanais. Aujourd'hui, elle est constituée à 80% d'adolescents dont la plupart ont été recrutés de force: ces dernières années, les hommes de Joseph Kony ont enlevé plus de 20 000 enfants dans les champs, les écoles et les villages; ils en ont fait des meurtriers. Aux dires des enfants-soldats qui ont réussi à s'enfuir, les jeunes filles servent d'esclaves sexuelles aux rebelles. Les enfants enrôlés et maltraités, voire morts au combat, ne sont pas les seules victimes de cette guerre. Des milliers d'enfants et d'adolescents vivant en zone rurale parcourent chaque jour de très longues distances à pied afin de passer la nuit dans les villes. Celles-ci offrent un abri plus sûr contre les attaques et les enlèvements.

(gn) Nul ne sait combien de victimes a fait jusqu'ici la guerre qui oppose depuis 18 ans l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) à l'armée régulière ougandaise. Selon des estimations, 1,6 million de villageois vivent dans des camps de réfugiés après avoir été chassés de chez eux; et 42 000 enfants vont se réfugier chaque nuit dans les villes pour ne pas tomber entre les mains des rebelles qui cherchent à les enrôler de force.

Depuis le milieu de 2003, la situation humanitaire dans le nord de l'Ouganda s'est aggravée au point que les organismes internationaux chargés de l'aide sur place ont décidé de médiatiser aussi largement que possible ce conflit oublié. «Nous ne pouvons plus nous contenter de fournir des secours d'urgence aux victimes et de réparer les dégâts. Nous devons aussi attirer l'attention sur les causes du conflit», explique Hansjürg Ambühl, responsable pour l'Afrique de l'Aide humanitaire de la DDC.

## Plaidoyer pour les victimes

La guerre en Ouganda, jusqu'alors largement ignorée, est donc devenue un thème de discussion au niveau international. Elle a été évoquée aussi bien par les institutions politiques suisses que par le système onusien, le Conseil de sécurité de l'ONU et de

nombreux médias. Dans les milieux spécialisés, ces activités sont définies par le terme de «plaidoyer» (*advocacy* en anglais). Le type d'intervention qui consiste à miser sur l'information pour défendre la cause des victimes représente un nouveau défi pour l'aide humanitaire. Hansjürg Ambühl résume ainsi la procédure de plaidoyer: «Nous avons constaté que les mesures humanitaires ne suffisent pas pour améliorer la situation en Ouganda. En tant qu'État neutre fondé sur des valeurs morales et éthiques, la Suisse peut réagir politiquement aux informations que nous ramenons du terrain et susciter ainsi un mouvement plus vaste.»

Il arrive souvent que seule une forte pression internationale incite les responsables à combattre les causes de la crise. C'est ce qui s'est produit avec le conflit du Darfour, au Soudan: la tragédie avait commencé depuis longtemps lorsque les organismes humanitaires sont arrivés sur place et ont alerté l'opinion publique. Et il a fallu que le Darfour fasse la une des journaux du monde entier – notamment grâce à l'intervention de la Suisse auprès de l'ONU – pour que le gouvernement soudanais se sente sous pression. Dès lors, la situation s'est débloquée. ■

(De l'allemand)

### Manuel de démocratie

(knl) La démocratie directe gagne partout du terrain. Dans les années 90, les pays européens ont enregistré deux fois plus de référendums qu'au cours de la décennie précédente. Et la tendance est à la hausse. La nouvelle Constitution européenne prévoit le recours à des instruments de la démocratie directe. De nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont aussi introduit ce genre de procédures dans leur constitution nationale. La Suisse est experte en matière de démocratie directe. C'est pour transmettre son précieux savoir qu'elle a décidé de publier le *Guidebook to Direct Democracy*. Paru en allemand et en anglais fin 2004, ce manuel pratique fournit des informations claires et simples sur le système suisse tout en soulignant ses possibilités et ses li-

mites. Il vise à améliorer au niveau mondial les connaissances relatives aux droits populaires. Puisque le *Guidebook* est aussi bien un support pédagogique qu'un ouvrage de référence, on envisage de le traduire dans d'autres langues (en espagnol notamment). Sa réalisation a été soutenue notamment par la DDC et Présence suisse.

### Catastrophes naturelles et aide humanitaire

(juj) Après trois ans de décentralisation (Montreux, Lucerne et Genève), la conférence annuelle de l'Aide humanitaire revient à Berne. Elle aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> avril au Kursaal, à l'issue du séminaire des coordinateurs, et portera sur le thème «Naturkatastrophen, catastrophes naturelles, natural disasters». L'Aide humanitaire de la Confédération mon-

trera comment elle a réagi au séisme en Asie du Sud et quelles sont les activités prévues à long terme. D'autres exemples illustreront son travail dans la prévention et la préparation aux catastrophes. Thème annuel de l'ONU oblige, il sera également question de la contribution importante que le sport peut apporter à l'aide humanitaire. La conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey et l'ancien conseiller fédéral Adolf Ogi, conseiller spécial pour le sport du secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, ont annoncé leur participation à cette conférence.

### Nouveau président

(sia) La Commission consultative pour le développement et la coopération internationaux a un nouveau président. Le conseiller national Hugo Fasel, président de

Travail.Suisse, a succédé à Hans Peter Ming. Membre de cette commission depuis 2001, M. Fasel connaît particulièrement bien les enjeux de la coopération internationale au développement. La tâche principale de la Commission consultative consiste à conseiller le Conseil fédéral et divers offices fédéraux, en premier lieu la DDC et le seco, sur les questions de coopération au développement. Son agenda est établi sur la base des affaires traitées par le Conseil fédéral et le Parlement ainsi que des discussions concernant la politique de développement. Elle est composée d'une vingtaine de membres: parlementaires, représentants d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, des médias et du monde universitaire.

## Au fait, qu'est-ce que l'aide budgétaire?

(bf) Comme son nom l'indique, l'argent d'une aide budgétaire n'est pas consacré à un projet concret, mais s'inscrit au budget du pays bénéficiaire. Cette aide – le plus souvent non remboursable – sert à financer les dépenses publiques, en particulier celles qui sont destinées à combattre la pauvreté. On parle d'aide budgétaire *générale* lorsque ces apports sont versés au budget global du gouvernement central, et d'aide budgétaire *sectorielle* s'il s'agit de contribuer directement au financement des tâches assumées par le ministère de la santé publique par exemple. À l'échelle mondiale, l'aide budgétaire ne représente encore que 10 pour cent de la coopération au développement (alors que l'aide par projets atteint 70 pour cent, selon l'OCDE). Mais cette proportion va en augmentant car les milieux spécialisés – dont la DDC – estiment que l'aide budgétaire recèle un grand potentiel dans la lutte contre la pauvreté. Elle renforce l'appropriation (*ownership*) des priorités de développement par le pays bénéficiaire. Elle permet d'éviter des réformes unilatérales ou imposées par le donateur au mépris des réalités locales. Elle implique une coordination des donateurs actifs dans un pays déterminé, contribuant ainsi à une meilleure planification des opérations et à une utilisation plus ciblée des sommes allouées. Comme l'aide budgétaire porte sur des montants élevés, elle est généralement accordée avec d'autres bailleurs de fonds (Banque mondiale ou autres agences publiques de développement). C'est un instrument qui exige beaucoup du pays bénéficiaire et de ses institutions en termes de gouvernance et de capacités techniques. Si ces critères ne sont pas remplis, il y

a peu de chances que l'on obtienne des résultats probants. La Suisse consacre à l'aide budgétaire environ 3 pour cent de ses dépenses publiques pour la coopération au développement.



# Les pauvres sont des conso



Mark Edwards / Still Pictures

Harmut Schwarzenbach / Still Pictures

**Pauvreté, misère sociale, réchauffement climatique – autant de problèmes urgents pour l’humanité. Le secteur privé peut et doit contribuer de façon substantielle à les résoudre. Il faut un changement de perspective pour amener les entreprises à investir davantage dans le développement durable. De Maria Roselli.**

Le constat ne date pas d’hier : les graves problèmes écologiques et sociaux de l’humanité appellent un changement de stratégie, non seulement de la part de l’État et de la société civile, mais également de l’économie privée. Depuis le Sommet de Rio en 1992 sur le développement durable, il est admis que le secteur privé, et plus particulièrement les multinationales, ne saurait se dérober plus longtemps à ses responsabilités sociales. Devant le processus de mondialisation qui s’accélère, les entreprises transnationales doivent s’engager plus concrètement en faveur d’un développement positif.

Le monde sera-t-il un jour sauvé par Nestlé, Shell ou Chiquita ? Probablement pas, mais les grands groupes privés pourraient contribuer de façon décisive à un développement durable sur le plan social et écologique. Fortes de cette conviction, les Nations Unies ont lancé en 2000 le Pacte mondial

(Global Compact) afin de promouvoir un ensemble de valeurs fondamentales dans les pratiques des entreprises. Cette initiative doit amener les milieux économiques à coopérer davantage et à prendre conscience de leurs devoirs. Plus de mille entreprises – dont une bonne moitié des 500 plus grands groupes du monde – ont déjà répondu à l’appel et adopté les principes d’une gestion socialement responsable. En signant le pacte, elles promettent de contribuer à un développement écologique et durable et à l’abolition du travail des enfants. Elles s’engagent aussi à ne pas enfreindre les droits de l’homme.

## **Et si ce n’était qu’un trompe-l’œil ?**

Indépendamment du Pacte mondial, de plus en plus d’entreprises dans le monde reconnaissent qu’elles ont une responsabilité sociale. Elles fixent

Toby Adamson / Still Pictures

# mmateurs en puissance



dans une déclaration leurs principes fondamentaux relatifs à ce que l'on appelle la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Mais une telle déclaration n'apporte pas, à elle seule, la garantie d'une attitude cohérente. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de défense des consommateurs se montrent très sceptiques à l'égard de la RSE: elles craignent que les sociétés tom-

Bettina Ferdman, secrétaire générale de la Fondation Philius à Genève, voit les choses autrement. Spécialiste en RSE, elle est persuadée que les entreprises assumeront à long terme toujours plus concrètement leurs responsabilités sociales. «La pression des consommateurs et des *stakeholders* (parties prenantes) va en s'accroissant. C'est pourquoi les entreprises, surtout celles qui opèrent à l'échelle

## De bonnes raisons

Les entreprises ont de bonnes raisons de relever les défis sociaux et environnementaux. En voici quelques-unes, évoquées par *economiesuisse*:

«La confiance joue un rôle primordial dans l'économie de marché. La confiance dans l'avenir et dans les entreprises est un facteur clé du succès durable. L'opinion publique et les individus ne peuvent accepter et apprécier les changements permanents affectant leur vie professionnelle et les conséquences de la mondialisation que si les entreprises assument leur responsabilité sociale et qu'elles donnent aux personnes le sentiment qu'elles s'investissent pour leur bien-être. Les consommateurs sont sensibles à toute violation de règles et de principes établis tels que les droits de l'homme, l'abolition du travail des enfants et du travail forcé, les normes environnementales et les lois anticorruption. Même si aucune réaction négative n'est enregistrée à l'étranger, les consommateurs et les organisations de protection de l'environnement trouveront toujours les moyens de manifester leur désapprobation au sein du pays, ce qui peut nuire considérablement à la réputation d'une entreprise.»

Extrait de «Développement durable – défis sociaux et environnementaux pour les entreprises», dossier publié en 2003 par la Fédération des entreprises suisses; [www.economiesuisse.ch](http://www.economiesuisse.ch)



bées en discrédit recourent à cet instrument pour se blanchir. «Il est toujours bon qu'une entreprise souhaite apporter de son plein gré une contribution au développement durable. Mais aussi longtemps que cet engagement n'est pas obligatoire et que sa mise en œuvre n'est pas contrôlée, la prudence est de mise», avertit notamment Peter Niggli, de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, à Berne.

internationale, ne peuvent pratiquement pas se passer d'un tel engagement. Pour une multinationale, la RSE n'est plus une option désormais, mais une obligation», affirme M<sup>me</sup> Ferdman. Même les petites et moyennes entreprises se trouvent déjà contraintes de suivre le mouvement, du fait que bien des sociétés internationales considèrent la RSE comme une condition indispensable à toute collaboration.

## Pacte mondial

C'est en 1999, lors du Forum économique mondial de Davos, que le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a proposé aux leaders économiques l'idée du Pacte mondial. Les entreprises qui y adhèrent s'engagent à respecter les principes suivants :

### Droits de l'homme

1. Contribuer à la protection et au respect des droits de l'homme.
2. S'assurer que l'on ne se rend pas complice de violations de ces droits.

### Normes de travail

3. Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit à la négociation collective.
4. Abolir toute forme de travail forcé.
5. Abolir réellement le travail des enfants.
6. Éliminer les discriminations en matière d'emploi et d'activité professionnelle.

### Environnement

7. Encourager une approche respectueuse des grands défis environnementaux.
8. Prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale.
9. Encourager le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### Corruption

10. Combattre la corruption sous toutes ses formes.

À fin 2004, seize entreprises suisses avaient adhéré au Pacte mondial. [www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org)

## Joindre le profit à la durabilité

Franck Amalric, directeur du Centre de politique entrepreneuriale et économique à l'Université de Zurich, reconnaît lui aussi l'importance de la RSE dans le monde des affaires ; mais il en relativise l'impact sur le développement durable. « Même parmi les entreprises qui se sont ralliées aux grands réseaux, on en voit peu qui vont au-delà de leurs obligations contractuelles et appuient spontanément des projets de développement dans les pays pauvres », constate-t-il. Le souci de soigner leur image est l'une des principales motivations qui poussent un nombre croissant d'entreprises à afficher une responsabilité sociale.

Des multinationales comme Nestlé, Shell et Nike ont elles-mêmes senti, dans les années 70 et 80, à quel point une mauvaise image pouvait leur faire du tort sur le plan commercial. Cependant, Franck

Dans son livre *4 milliards de nouveaux consommateurs – Vaincre la pauvreté grâce au profit* (éditions Village mondial, 2004), l'économiste C. K. Prahalad plaide pour un changement de perspective, une nouvelle façon de percevoir les pauvres. L'économie, dit-il, devrait considérer comme des clients potentiels les quatre milliards d'individus vivant aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour. Ces hommes et ces femmes forment « le bas de la pyramide », le tout premier échelon du marché global. Le fait d'avoir ignoré jusqu'ici ces consommateurs en puissance est le plus grand préjudice causé par les multinationales. Il s'agit de passer à une stratégie de développement durable, qui englobe les populations démunies tout en procurant des bénéfices aux entreprises.

Un exemple indien montre qu'il est possible de lutter de cette manière contre la pauvreté. Avec un



Amalric ne considère pas la RSE comme un simple trompe-l'œil. Il arrive aussi que les intérêts de la collectivité coïncident parfaitement avec ceux d'une entreprise privée. L'exemple classique est celui des compagnies de réassurance qui ont tout intérêt à stopper le réchauffement climatique. Leur préoccupation est facile à comprendre : ce phénomène provoque des situations météorologiques extrêmes, accompagnées de catastrophes naturelles et de dégâts énormes ; il est donc dans l'intérêt des réassureurs d'entreprendre quelque chose pour que l'on freine les émissions nocives de CO<sub>2</sub>. C'est ainsi que Swiss Re a mis ses assurés sous pression à ce sujet en 2003 : le groupe suisse a conduit une enquête écrite auprès de ses clients pour leur demander ce qu'ils font contre le réchauffement climatique et s'ils remplissent leurs obligations quant à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

## Des clients en bas de la pyramide

« La seule responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître ses profits. » C'est ainsi que l'économiste libéral Milton Friedmann décrivait, au début des années 70 déjà, le mandat de l'économie. Une entreprise privée ne consent à prendre des engagements sociaux qu'au moment où les besoins de la collectivité sont en accord avec ses propres intérêts vitaux et donc sa recherche du profit.

projet nommé Shakti, la société Hindustan Lever Limited (HLL), géant des biens de consommation, investit dans la capacité des femmes pauvres à créer et à gérer des micro-entreprises. Cette filiale du groupe anglo-néerlandais Unilever – qui commercialise des marques telles que Knorr, Omo, Lipton, Iglo, Dove ou Rexona – s'appuie sur un réseau de revendeuses indépendantes pour distribuer ses produits dans des régions rurales reculées. Des centaines de femmes de condition modeste ont reçu une formation approfondie et font du porte-à-porte pour vendre les produits HLL. Grâce à ce système, l'entreprise a élargi considérablement son bassin de distribution. Et ces travailleuses indépendantes gagnent de quoi vivre dans la dignité, comme le revendique C. K. Prahalad dans son livre. Il est grand temps de gravir la pyramide, en commençant tout en bas. Seule une collaboration entre milieux politiques, ONG, organisations internationales, société civile et économie privée permettra d'offrir à ceux qui se trouvent sur le premier échelon du marché global la perspective d'une vie meilleure. ■

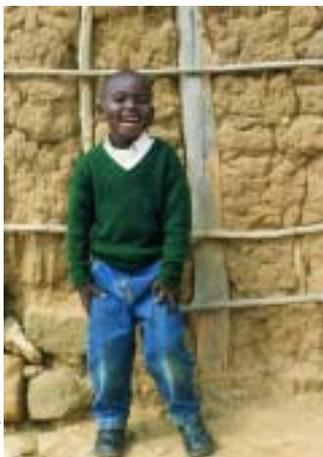
(De l'allemand)

# Derrière les clichés, une Afrique où il fait bon vivre



Sophia Chivet / Agence VU

L'Afrique est souvent perçue comme un pays, le plus souvent appelé Congo, et le petit *congolito* utilisé en publicité représentait l'Africain, jusqu'à récemment encore, dans l'inconscient collectif de certains Espagnols. L'Afrique est un continent qui va de la mer Méditerranée, dans laquelle elle plonge sa tête, jusqu'au cap de Bonne-Espérance où elle baigne ses pieds. À l'ouest, la façade de l'océan Atlantique lui fouette le visage, à l'est son dos est caressé par l'océan Indien et la mer Rouge. C'est un continent immense dont des pays comme le Congo démocratique, le Soudan, le Mali, la Mauritanie, la Namibie, l'Angola et le Nigeria sont dix fois plus vastes que la plupart des pays européens. L'Afrique comprend 53 pays. Et chaque pays est un continent en miniature par la diversité de ses



Kuenzigi / laif

peuples et de ses cultures. Cette diversité, qui est une richesse, est en même temps la cause indirecte de la plupart de ses maux. C'est la balkanisation de l'Afrique par les anciens colonisateurs qui est à l'origine de la plupart des conflits que nous connaissons aujourd'hui. Des peuples qui ne parlaient pas la même langue, qui n'avaient pas le même héritage ethnique, social, culturel, les mêmes échelles de valeurs, se sont retrouvés éparpillés, séparés par des frontières qui avaient été tracées à main levée à des milliers de kilomètres de là. Les guerres civiles, avec leurs lots de morts, de réfugiés, de personnes déplacées, sont en grande partie des conséquences de cette balkanisation du continent africain. Bien sûr, d'autres responsables des guerres civiles sont les économies de guerre entretenues dans les pays où il y a du pétrole, des diamants, de l'uranium, du cobalt, du coton, du rutile. L'unité nationale d'un pays devient un idéal factice. Les dirigeants, souvent mal inspirés, n'arrivent pas à juguler les revendications identitaires, sociales, économiques et territoriales des rebellions et soulèvements qui périodiquement secouent des pays jusqu'au chaos. L'Afrique est si multiple, si diversifiée, qu'on peut parler de plusieurs Afriques. Ce qui est valable dans une région ne l'est pas dans une autre région du même pays. Il y a une telle méconnaissance ou un tel mépris de cette grande diversité des cultures et des croyances que tous les efforts de développement, de démocratie, de paix, sont souvent vains ou alors ils ont un impact limité. Des sociétés patriarcales aux sociétés matriarcales, où la hiérarchisation est différente, les aspirations et les besoins ne sont pas les mêmes.

Les médias étrangers sont en grande partie responsables de cette perception amputée de l'Afrique ainsi que certains experts ou ceux qui en profitent. Ils développent des clichés qui donnent du continent une image souvent réductrice, dévalorisante. Il est vrai que l'Afrique connaît beaucoup de problèmes dus à la mauvaise gouvernance, à la mauvaise gestion de ses diversités, aux méthodes inadéquates, inappropriées, dans la résolution de ses problèmes et fléaux. Voilà pourquoi il faut adopter une approche qui permette de



Sophia Chivet / Agence VU

promouvoir un développement endogène et autocentré, basé sur la prise en compte rationnelle de la diversité de ses peuples, de ses cultures, de son environnement, de ses besoins. L'Afrique est un continent immense avec d'énormes potentialités, et l'une des plus importantes est son potentiel humain dont les compétences ne sont pas utilisées. Avec tous ces problèmes, tout n'est pas noir en Afrique, même les nuits. Il y a une étonnante dynamique de vie, de survie, et surtout il y a encore et toujours l'espoir. Malgré tout, il fait encore bon vivre dans beaucoup de régions d'Afrique. ■



Doris Poklekovecki

**Ken Bugul**, de son vrai nom Mariétou Mbaye Biléoma, est née au Sénégal en 1947. En langue wolof, son pseudonyme signifie « Personne n'en veut ». Ken Bugul a étudié au Sénégal et en Belgique. À son retour au pays, elle s'est mariée, entrant dans un harem de 28 coépouses. Partie vivre au Bénin après la mort de son mari, elle est devenue écrivaine. Parallèlement, Ken Bugul anime des ateliers d'écriture pour des gens de milieux défavorisés. En outre, elle travaille dans le commerce d'objets d'art et d'œuvres culturelles. Cette romancière a reçu en 2000 le Grand Prix Littéraire de l'Afrique Noire. Elle a écrit notamment *Le baobab fou* (Nouvelles Éditions africaines, 1982), *Cendres et braises* (L'Harmattan, 1994), *Riwan ou le chemin de sable* (Présence africaine, 1999), *La folie et la mort* (Présence africaine, 2000) et *De l'autre côté du regard* (Le Serpent à plumes, 2003).

# De petites piqûres qui stimulent le développement



**En Albanie, au Mali ou en Suisse: partout, la culture imprègne la vie des populations. De ce fait, elle constitue un élément essentiel de la coopération. Cela pourrait sembler évident, et pourtant ce ne l'est pas. De Gabriela Neuhaus.**

Sous le titre *La culture n'est pas un luxe*, la DDC a publié une brochure destinée à ses collaborateurs et à ses partenaires, afin de les inciter à mieux intégrer ce thème dans les activités de coopération. Dans chacun des pays partenaires, ses programmes doivent désormais réserver un pour cent du budget global au soutien d'actions culturelles. Cette publication met en lumière l'étendue considérable des réalités que recouvre le terme « culture ». Elle décrit le rôle particulier de la promotion cultu-

relle dans le domaine du développement. « La culture est pour nous une notion très large », souligne Toni Linder, responsable à la DDC de la promotion de la culture dans les pays partenaires. « Nous ne nous bornons pas à encourager l'art et les professionnels. Nous partons d'une conception plutôt ethnologique de la culture, qui englobe bien davantage. Pour nos programmes, la question centrale est la suivante : qu'est-ce que la culture peut faire bouger ? » *Un seul monde* présente réguliè-

rement dans ses colonnes des projets concrets et des engagements de la DDC en matière de culture. Il est pratiquement impossible d'en dresser la liste complète. Mais on peut faire la distinction entre deux champs d'action : par son engagement culturel en Suisse, la DDC veut faire connaître à un large public vivant sous nos latitudes l'art et les cultures des pays du Sud et de l'Est. « Les créateurs sont de bons ambassadeurs de leur pays. Ils nous apportent une image actuelle du Sud, par-delà les

catastrophes humanitaires et les plages bordées de cocotiers », fait observer Benedikt Güntert, responsable jusqu'à fin 2004 du travail culturel et éducatif à la DDC. Le second champ d'action porte sur la promotion d'activités culturelles dans les pays partenaires et la contribution de ces activités au développement socioéconomique local.

## **Promotion des cultures locales**

Que le travail de développement au Sud et à l'Est doive tenir compte des cultures locales, cela n'a rien de nouveau. C'est même une condition essentielle pour obtenir des résultats tangibles et durables. Mais alors que l'aspect culturel était souvent



Qu'elle s'exprime à travers des façades peintes (Roumanie), des concerts ou des spectacles de danse moderne (Bulgarie), la culture imprègne la vie quotidienne même dans les circonstances les plus difficiles. Elle est un moyen de sensibilisation et transmet la joie de vivre jusque dans des lieux dévastés par la guerre, comme le centre de Mostar, en Bosnie (page 30)



considéré jadis comme un frein au développement, la coopération d'aujourd'hui essaie d'en faire un moteur. Ainsi, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a centré son rapport mondial 2004 sur le thème de la liberté culturelle. De son côté, l'UNESCO prépare une convention dédiée à la diversité culturelle. Ce texte, qui devrait être adopté en 2005, repose sur la conviction que la diversité culturelle et le dialogue interculturel sont l'une des meilleures garanties pour le développement et la paix. La DDC entend, elle aussi, faire de la culture un facteur de développement. Sans toutefois l'instrumentaliser, tient à préciser Toni Linder. Il s'agit plutôt d'at-

tirer l'attention des partenaires de la coopération sur le grand potentiel du travail culturel et d'exploiter ce potentiel. Les principes de la DDC dans le domaine culturel, élaborés en 2002, fixent un certain nombre d'objectifs concrets. Des paysages culturels originaux et variés doivent être maintenus et formés, en tenant plus particulièrement compte des minorités culturelles.

#### **Embellir des villes albanaises**

Ces principes de la DDC recommandent de recourir davantage à la culture comme moyen de sensibilisation et comme source de revenus. Ils évoquent notamment l'exploitation d'Internet en tant que plaque tournante ainsi que la nécessité

de prendre en considération le rôle des femmes dans la création et la transmission de la culture. La Suisse s'emploie à faire bouger les choses dans ses pays partenaires avec des budgets relativement modestes: «Le travail culturel ressemble à l'acupuncture. Si nous trouvons les points sensibles, il suffit de petites piqûres d'aiguilles pour mettre des énergies en mouvement», explique Toni Linder. L'apport de la DDC se concentre normalement sur des activités de conseil et de formation. Cette approche a donné de bons résultats dans les pays de l'Est notamment. Des modèles intéressants sont mis en œuvre dans le cadre du Programme culturel suisse, qui est financé par la DDC et

réalisé sur son mandat par Pro Helvetia, avec l'appui de consultants internationaux. L'urbaniste britannique Charles Landry, par exemple, dirige un projet appelé «Cités créatives» dans les villes albanaises de Shkodra et de Pogradec: autorités, artistes et acteurs culturels discutent ensemble et se mettent d'accord avec le consultant sur les mesures qui conduiront les habitants à mieux prendre en charge leur ville. Dans une première phase, il s'agit d'apporter des améliorations visuelles. Les habitants ont par exemple décidé d'évacuer les ordures ou de repeindre certaines façades et portes judicieusement choisies. Ces taches colorées ont un caractère symbolique et changent l'ambiance. «Il ne



DDC (2)



faut pas sous-estimer l'effet de ces éléments sur le développement en général», souligne Toni Linder.

Un autre projet, mené en Amérique latine également avec le soutien de la DDC, montre à quel point les liens sont étroits entre culture et estime de soi: l'association Traditions pour Demain répertorie des connaissances traditionnelles dans les Andes et les publie sous forme de brochures thématiques qui

forment une *Enciclopedia Campesina* (encyclopédie paysanne). Ces petits ouvrages, consacrés à des sujets tels que la fabrication de chapeaux, la médecine traditionnelle ou les danses, font la fierté de toute une population dont la culture se trouve valorisée par cette reconnaissance écrite.

#### **Des structures plutôt que des événements**

Jusqu'à présent, l'engagement

culturel de la DDC, aussi bien en Suisse que dans les pays partenaires, a surtout porté sur des événements comme des festivals, des expositions et des pièces de théâtre. Maintenant, on cherche à obtenir un impact plus durable. «En soutenant la réalisation de manifestations culturelles du Sud en Suisse, nous contribuons à faire mieux comprendre ces régions chez nous», relève Benedikt Güntert. Selon lui, il faudrait également investir da-

vantage dans l'établissement de réseaux dédiés au transfert de savoir entre la Suisse et le Sud, afin que les gens de là-bas puissent profiter durablement de la coopération.

Dans les pays partenaires, le travail de coopération doit notamment renforcer les structures et le savoir-faire qui contribuent à la diversité culturelle. La DDC parraine par exemple la formation de managers culturels en Roumanie, tandis qu'au Pérou elle aide à mettre sur pied un système de distribution de films latino-américains. «Au lieu de subventionner un festival de théâtre par exemple, il peut s'avérer plus judicieux de soutenir la formation de techniciens de plateau et d'éclairagistes», observe Toni Linder.

L'engagement culturel dans le contexte de la coopération au développement vise à créer du savoir-faire ainsi que des espaces et des réseaux, afin d'aider les cultures locales à s'épanouir.

La culture constitue non seulement un élément essentiel du développement local. Elle favorise également de manière sensible l'échange d'informations et d'expériences sur le plan international. ■

*(De l'allemand)*

## Films

### Images du Sud

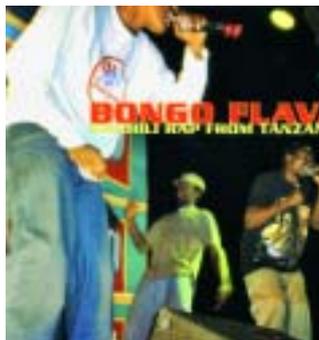
(bf) C'est la quatorzième année que se déroulent les Journées de films Nord-Sud, soutenues par la DDC. Documentaires et courts métrages donnent l'occasion de découvrir d'autres mondes et d'autres réalités quotidiennes. Ces films conviennent particulièrement bien à l'enseignement et au travail éducatif. Depuis deux ans, ils sont également diffusés par le service « Films pour un seul monde ».

Renseignements et programme: [www.filmeeinemwelt.ch](http://www.filmeeinemwelt.ch)

28 février/1<sup>er</sup> mars: Bâle, Musée des cultures. 2/3 mars: Berne, Centre des médias de la Schulwarte. 8/9 mars: Lucerne, RomeroHaus. 16/17 mars: Zurich, Musée d'ethnographie. Avril 2005: Nyon, soirée dans le cadre du festival Visions du Réel

### Stars du rap tanzanien

(er) En adaptant le hip hop du Bronx-Sud new-yorkais pour en faire un mélange tout à fait original, les musiciens tanzaniens ont laissé tomber le phrasé saccadé des rappeurs américains. Les textes des MC (maîtres de cérémonie) sont des commentaires sociaux en swahili, présentés souvent sous une forme polyrythmique. Ils passent généralement par un dialogue entre soliste et voix d'harmonie, selon la tradition massai du chant alterné (appel et réponse). S'y ajoutent le rythme des percussions, les mélodies en filigrane de l'orgue électronique et parfois les vibrations des cordes. On entend ici et là des envolées soul qui font penser à du reggae ou à des hymnes. Voilà le bongo flava, la musique la plus populaire d'Afrique orientale. Dérivé du mot swahili *ubongo*, qui signifie intelligence ou bon sens, Bongo est aussi le surnom de Dar es Salaam, la capitale de la Tanzanie. Une remarquable compilation de bongo flava réu-

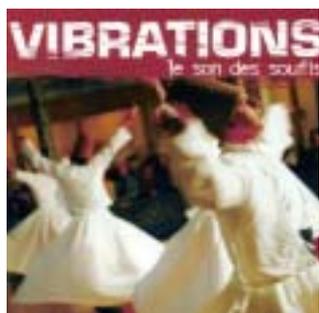


nit 14 groupes de superstars tanzaniennes. Ce festival rap de 70 minutes a tout pour fasciner.

*Various*: « Bongo Flava: Swahili Rap From Tanzania » (Out here rec – Namskeio distribution, Lausanne)

### Le son du monde

(er) Elle nous met dans l'embaras du choix, cette splendide série de neuf doubles CD concoctée avec soin par l'équipe de rédacteurs et d'éditeurs de la revue musicale romande *Vibrations*. Il s'agit d'une anthologie inhabituelle de world music, avec des mélodies qui ne sont pas encore dans toutes les oreilles. Des musiciens et des groupes célèbres y côtoient des artistes totalement inconnus. Du fait qu'il contient un CD des tendances actuelles et un autre présentant des interprétations classiques, chaque album reflète en quelque sorte l'évolution musicale d'une région ou d'un style. Ces doubles compilations explorent « Le son du Maghreb », « Le son des Balkans », celui du Golf de Guinée, des Antilles, du Brésil, du tango et du musette. Elles invitent aussi à découvrir « Le son des Mandingues » et celui des Soufis. Bref, l'embaras



## Matériel didactique

cède vite la place à l'envie de se plonger dans le son du monde. *Collection Vibrations: neuf doubles CD Digipack vendus séparément* (Universal Catalogue – Vibrations / Universal-Sony Music)

### Rendez-vous intime

(er) Noyée dans des accords perlés de guitare, une voix féminine, gracile et juvénile s'impose doucement à notre ouïe. Une seconde s'y joint en écho délicat, puis voici les ombres mouvantes d'un quatuor à cordes. Des traits d'accordéon, de flûte, les soupirs du saxo soprano dessinent des traces légères de folklore nostalgique, tandis que la percussion s'épanouit dans des rythmes terriens. Pour son troisième album, le duo Rosanna & Zélia propose un rendez-vous intime avec le cosmos musical brésilien et ses multiples facettes, de la *musica popular* jusqu'aux sonorités jazz et pop. Ces deux musiciennes ont quitté le Brésil à la fin des années 80 et vivent maintenant en Allemagne. Loin de leur patrie, elles portent un intérêt nouveau aux racines afro-brésiliennes et indiennes de leur histoire musicale. Le résultat de ces recherches, ce sont de légères aquarelles sonores dans une ambiance qui rappelle la musique de chambre.

*Rosanna & Zélia*: « Águas-Iguais » (Enja Records / Musikvertrieb)

### Apprentissage du respect

(bf) Le service « Films pour un seul monde » propose un nouveau DVD réunissant neuf courts métrages et un abondant matériel didactique sur le thème du racisme. Son but: aider les enfants et les adolescents d'Europe à comprendre les gens venus d'ailleurs et à vivre en harmonie avec eux. Ce DVD intitulé *Du respect, pas de racisme* invite les jeunes à aborder de manière critique différents aspects du racisme. Les élèves

# Service

apprennent à identifier les causes et les conséquences de ce phénomène, à analyser des mécanismes complexes, à réfléchir sur leur attitude personnelle et à concevoir des stratégies afin de prévenir la discrimination. Cela leur procure également des clés pour communiquer, résoudre des conflits, avoir des rapports non violents avec autrui – des exigences fondamentales de notre temps. Tous les films, activités et feuilles d'exercices existent en français, en allemand et en italien; ils peuvent donc aussi servir à l'enseignement de langues étrangères.

«*Du respect, pas de racisme*». Le DVD peut être commandé auprès de Films pour un seul monde: Monbijoustr. 31, 3001 Berne, tél. 031 398 20 88. Pour de plus amples informations: [www.filmeeinewelt.ch/dvd/respekt](http://www.filmeeinewelt.ch/dvd/respekt)

#### Perles sud-africaines

(bf) Les perles de verre sont une tradition séculaire en Afrique du Sud. L'origine de cet art pratiqué exclusivement par des femmes remonte au 18<sup>e</sup> siècle et même plus loin encore. Dans le cadre du programme culturel «Dix ans de démocratie en Afrique du Sud», le Musée d'ethnographie de l'Université de Zurich présente une exposition consacrée à ces perles multicolores. Bien qu'il ait perdu de l'importance sous sa forme classique, l'art des perles trouve une nouvelle raison d'être en relation avec des projets de lutte contre le sida ainsi qu'avec l'in-

dustrie touristique et culturelle d'Afrique du Sud.

«*Iintsimbi – Perlenarbeiten aus Südafrika*», Musée d'ethnographie de l'Université de Zurich, jusqu'au 30 avril

#### Plaidoyer pour un virage

(bf) La mondialisation fait plus de tort que de bien aux pays en développement. C'est ce que constate la Communauté de travail des œuvres d'entraide dans son livre *La mondialisation, et après... Quel développement au 21<sup>e</sup> siècle?* Les œuvres d'entraide suisses y revendiquent un changement de cap de la politique économique internationale, afin d'accroître la marge de manœuvre dont les pays pauvres ont besoin pour un développement autonome. Elles proposent en même temps des esquisses de solutions. Auteur du texte principal, Peter Niggli, directeur de la Communauté de travail, analyse le contexte international auquel les pays en développement et les milieux de la coopération se trouvent confrontés. Un ouvrage indispensable et une précieuse source de réflexion pour qui-conque s'intéresse au phénomène de la mondialisation et aux questions de développement. Peter Niggli: «*La mondialisation, et après... Quel développement au 21<sup>e</sup> siècle?*», édité par la Communauté de travail des œuvres d'entraide, Berne, 2004

#### Collection suisse de jouets africains

(bf) Qui ne les connaît pas, ces jouets africains fabriqués à partir de matériaux récupérés tels que bombes de spray, cannettes en aluminium, capsules, fil de fer, vieux métaux et carcasses de voitures. Ce sont des œuvres d'art à la fois fascinantes par la créativité et l'ingéniosité qu'elles révèlent, et irritantes par le détournement magistral du matériau d'origine, qui est trans-



formé principalement en véhicules miniatures: motos, avions, voitures, camions ou vélos. Le livre *Une Afrique en mouvement* présente avec une réjouissante simplicité la collection des éditeurs et humoristes chauds-fonniers Plonk & Replonk. Recouvert d'une fourre recyclée tout à fait dans le ton, il est enrichi de textes et de photos de différents artistes avec leurs sources d'inspiration. Cet ouvrage trilingue (français, allemand, anglais) et haut en couleurs a en plus un mérite exceptionnel: pour une fois, les œuvres illustrées ne sont pas anonymes; le nom de l'artiste est indiqué quand on le connaît. S. Eisenhofer, J. Froidevaux et P. Pffifner: «*Une Afrique en mouvement*», Arnoldsche Art Publishers, Stuttgart, 2004

#### La résistance des victimes

(gn) L'édition 2004 du *Rapport sur les catastrophes dans le monde* est consacrée au rôle des populations qui en sont les victimes. Les auteurs concluent que les organismes internationaux d'aide humanitaire sous-estiment généralement la capacité des communautés touchées à surmonter la crise. «Le moment est venu de détruire le mythe de l'impuissance des victimes et de l'inaffabilité des humanitaires, de mettre enfin les personnes affectées par les crises et leurs capacités au cœur de notre travail», affirme Markku Niskala, secrétaire général de la Fédération internationale des Sociétés de la

Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'exemple du séisme de Bam, en Iran, montre que les interventions extérieures sont souvent moins efficaces qu'on ne le croit: 34 équipes de secours de 27 pays ont sauvé 22 vies avec leurs chiens de sauvetage, alors que les sauveteurs iraniens ont retiré des décombres 157 rescapés en se servant de 10 chiens. Le rapport conclut que l'investissement dans les capacités locales permet à la fois de sauver des vies humaines et d'épargner de l'argent.

«*Rapport sur les catastrophes dans le monde 2004 – Résumé*». La version intégrale n'est disponible qu'en anglais: «*World Disasters Report – Focus on community resilience*», ISBN 92-9139-108-5. Éditeur: Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

#### Atlas de l'eau

(bf) Actuellement, plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à de l'eau potable. Et en 2050, près de la moitié de l'humanité souffrira de pénurie d'eau. À l'aide de cartes en couleur, de photos, de commentaires simples et directs, *The Atlas of Water* expose la problématique de cette ressource, sans doute la plus disputée de la planète. Le profane comprend tout à coup la réalité qui se cache derrière des statistiques complexes sur la consommation ou la qualité de l'eau. Sur 128 pages, les auteurs Robin Clarke et Jannet King passent en revue la situation générale de la «planète bleue», ils se penchent sur des régions particulièrement vulnérables telles que le Bangladesh, la Californie, Mexico ou le Moyen-Orient. Ils abordent des thèmes très variés: pénurie et dépendance, pollution de l'eau et maladies, force hydraulique, barrages, irrigation, gestion de l'eau, conflits économiques et



internationaux engendrés par le partage des ressources hydriques. *Robin Clarke et Jannet King: «The Atlas of Water», Earthscan, London, 2004. ISBN 1-84407-133-2. Commande directe: orders@lbsltd.co.uk*

### Lauréate en exil

(bf) Le centre PEN de Stockholm a décerné le prix Kurt Tucholsky 2004 à l'écrivaine zimbabwéenne Yvonne Vera, qui vit en exil à Toronto. Dans ses nouvelles et ses romans, celle-ci s'intéresse au processus qui a conduit son pays vers l'indépendance et à la situation des femmes depuis lors. Elle aborde des sujets tabous comme le viol, l'inceste et l'avortement. Née en 1964, Yvonne Vera est aujourd'hui, avec Chenjerai Hove, l'un des plus grands écrivains du Zimbabwe, voire même l'une des plus grandes voix du continent africain. Presque tous ses ouvrages ont reçu un prix et la plupart sont traduits en plusieurs langues. Le prix Tucholsky, doté de 16 000 euros, distingue depuis 1984 des auteurs présé-

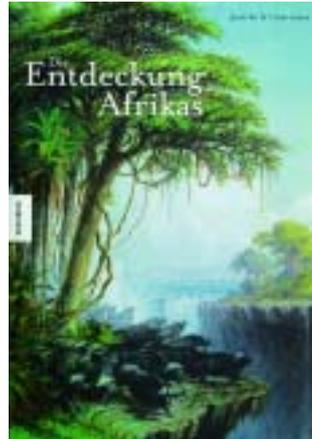


cutés, menacés de mort ou contraints à l'exil. Il a déjà été attribué notamment à Salman Rushdie, Britannique d'origine indienne, à la Bangladaise Taslima Nasreen et au Somalien Nuruddin Farah. *Yvonne Vera: «Papillon brûlé», Fayard, 2002; «Les vierges de pierre», Fayard, 2003*

### Le journal de Thura

(bf) Les chroniques de guerre racontées par des jeunes sont des témoignages rares et importants. Thura Al-Windawi, une Irakienne de 19 ans appartenant à la classe moyenne sunnite, a commencé à tenir son journal peu avant le bombardement de Bagdad en mars 2003. Elle n'a cessé d'écrire qu'au moment où Saddam Hussein a été capturé. Pour Thura Al-Windawi, écrire était en effet un moyen d'exorciser le chaos qui régnait autour d'elle. Dans un langage simple et direct, elle raconte les difficultés de sa vie quotidienne pendant la guerre, la peur ressentie par sa famille et ses amis, ses craintes pour sa propre survie. Son journal, publié en 2004, décrit aussi la transformation d'une fille naïve et protégée, qui devient une jeune femme critique, capable d'une réflexion politique. Il peut être recommandé aux jeunes à partir de douze ans.

*Thura Al-Windawi: «Thura's Diary: My Life in Wartime Iraq», Penguin Books, Londres, 2004. «Thuras Tagebuch», Oetinger Verlag Hamburg, 2004*



### Passeport pour l'Afrique

(bf) Les séquelles de l'ère coloniale restent très visibles en Afrique. Le journaliste français Jean de la Guérevière fait depuis plus de 25 ans des reportages sur ce continent pour le quotidien *Le Monde*. Son dernier ouvrage *Exploration de l'Afrique noire* suit les traces des Européens qui, éblouis par leur sentiment de supériorité, ont entrepris d'apporter «la lumière» sur l'immense continent. L'auteur remonte aux premières rencontres entre les Romains et les Éthiopiens. Puis il évoque les navigateurs portugais, les missionnaires, les aventuriers et les explorateurs scientifiques qui ont sillonné ces espaces, jusqu'à Leni Riefenstahl avec ses célèbres photographies de la tribu soudanaise des Nubas. Ce témoignage historique passionnant s'accompagne de nombreuses illustrations et photos de grande qualité. En le lisant, on réalise que la colonisation de l'Afrique a un lien direct avec la mondialisation actuelle.

*Jean de la Guérevière: «Exploration de l'Afrique noire», Éditions du Chêne, 2002*

### Internet

#### Une agence pour l'Afrique

(jls) Fondée en 1988, Syfia International est la principale agence de presse francophone spécialisée sur le Sud et plus particulièrement sur l'Afrique. Privilégiant l'information de terrain, elle donne la parole aux femmes et aux hommes de ces pays, elle montre leur vie de tous les jours. Syfia est une agence associative qui regroupe une dizaine d'agences de presse et s'appuie sur un réseau de 70 correspondants dans 35 pays, principalement africains. Ses journalistes, issus pour la plupart des régions qu'ils couvrent, sont de fins observateurs des réalités locales. Ils produisent chaque année environ 350 articles, qui sont diffusés à 200 journaux francophones. Ils réalisent également des reportages radio destinés à une centaine de stations africaines. Sur le site Internet de Syfia, un moteur de recherche permet d'accéder à quelques milliers d'articles en texte intégral, de reportages radio et de photos. [www.syfia.info/fr](http://www.syfia.info/fr)

#### Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

#### Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

#### Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)  
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)  
Barbara Affolter (abb)  
Joachim Ahrens (ahj)  
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)  
Antonella Simonetti (sia)  
Beat Felber (bf)

#### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

**Photolitho :** Mermod SA, Lausanne

**Impression :** Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

#### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

#### Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

109846

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 57 000

**Couverture :** Kuenzig / laif

**ISSN 1661-1675**

**Dans le prochain numéro :**

**Plus qu'aucune autre région du monde, le Caucase fourmille de contrastes aussi bien ethniques que géopolitiques, climatiques et linguistiques. Les défis posés à la coopération au développement sont à la mesure de cette diversité.**



J.M. Navia / Agence VU